

Les Kurdes et le Kurdistan
1914-1975
l'impasse de la question nationale

<i>LE KURDISTAN, QUEL KURDISTAN ?</i>	<i>page 2</i>
<i>LE MOUVEMENT NATIONAL KURDE EN TURQUIE</i>	<i>page 4</i>
<i>LE MOUVEMENT NATIONAL KURDE EN IRAN</i>	<i>page 12</i>
<i>La République de Mahabad 1945-1946</i>	<i>page 14</i>
<i>Les manipulations du Shah opposent Kurdes d'Iran et d'Irak</i>	<i>page 16</i>
<i>LE MOUVEMENT NATIONAL KURDE EN IRAK</i>	<i>page 19</i>
<i>La guerre de libération au Kurdistan d'Irak 1961-1975</i>	<i>page 20</i>
<i>LE MOUVEMENT NATIONAL KURDE EN SYRIE</i>	<i>page 26</i>
<i>LES KURDES DANS L'EX-URSS</i>	<i>page 28</i>
<i>LES KURDES : MODE DE VIE TRIBAL ET SENTIMENT NATIONAL</i>	<i>page 30</i>

BIBLIOGRAPHIE

Gérard Chaliand, A.R. Ghassemlou, Kendal, Mustafa Nazdar, Archie Roosevelt Jr, Ismet Chériff Vanly : Les Kurdes et le Kurdistan, La question nationale kurde au Proche-Orient ; petite collection Maspero n° 247, 1978
Christiane More : Les Kurdes aujourd'hui, Mouvement national et partis politiques ; L'Harmattan 1984
Gérard Chaliand : La question kurde à l'heure de Daech ; Seuil 2015

*il faut connaître et comprendre la tragédie d'un peuple
comme celle du peuple kurde, pour se rendre compte du degré
de crapulerie des puissances capitalistes, de l'impérialisme*

LE KURDISTAN, QUEL KURDISTAN ?

Le Kurdistan est une sorte d'Atlantide sur la carte politique de la planète : le mot est connu, utilisé, mais il n'est présent sur aucune carte figurant les pays du monde. Comme l'Atlantide, on en parle comme s'il existait, mais ce qui existe actuellement, et qu'on appelle Kurdistan, c'est seulement une région où les Kurdes sont en majorité, et qui s'étend à travers quatre pays : la Turquie, puis en tournant dans le sens des aiguilles d'une montre, l'Iran, l'Irak, la Syrie. Comme l'Atlantide, cette inexistence permet de multiples idéalizations, des rêves.

L'Atlantide a peut-être existé dans le passé ; le Kurdistan en tant que pays, lui, n'a jamais existé. C'est un projet, c'est un rêve. La communauté kurde est sans doute la seule de cette importance numérique – peut-être 35 millions d'habitants en 2016 – qui n'a pas acquis une existence en tant que nation reconnue, malgré des luttes qui ont duré des décennies. Le Kurdistan a donc longtemps été un espoir.

Mais nous verrons aussi que l'époque actuelle n'est sans doute plus aux émancipations nationales. Que ce soit du fait de la responsabilité politique des Kurdes eux-mêmes, ou de la situation générale et de l'évolution du monde capitaliste, c'est un projet qui n'a plus guère de chance d'aboutir, en tout cas tel qu'il a été rêvé, comme un pays regroupant l'ensemble des Kurdes.

La France a une place un peu particulière dans l'histoire kurde contemporaine. Cela date des années Mitterrand. Sous la direction notamment de la femme du président Mitterrand, des intellectuels – comme Gérard Chaliand - et des politiques ont fait le choix de soutenir fortement la cause kurde. La mort de Danièle Mitterrand est passée assez inaperçue en France le 22 novembre 2011. Mais dans la région autonome du Kurdistan d'Irak, une journée de deuil national a été décrétée. Avec l'aide de l'Etat français, Un institut kurde a été créé à Paris.

Il y avait sans doute un sincère sentiment humain de la part d'un certain nombre de ces personnes. Mais s'y est sans doute ajouté un calcul politicien : en soutenant un mouvement de cette nature, la France confortait l'image qu'elle voulait donner de pays des libertés et des droits. Elle se donnait aussi une clé pour pouvoir jouer un rôle dans cette région dont on sait qu'elle est aussi stratégique en ce qui concerne les sources d'énergie.

On ne s'étonnera donc pas que les kurdes et la cause kurde soient, chaque fois que l'on en parle, présentée en France comme une évidence à soutenir. Malheureusement, les choses sont bien plus complexes que cela. Nous allons voir comment l'époque des nationalismes, au lieu d'aider les Kurdes à se doter d'une nation qui leur soit propre, a été une période où les nationalismes voisins déjà installés ont au contraire divisé les Kurdes, voire ont utilisé leur volonté de combat pour leur cause nationale, en les retournant parfois même les uns contre les

autres. Aujourd'hui, le seul territoire où les Kurdes bénéficient de droits et de libertés à peu près dignes de ce nom, dans la région autonome du Kurdistan du nord-est de l'Irak, est en même temps un espace gouverné par des politiciens kurdes non seulement proches des Etats-Unis, mais liés aux milieux néo conservateurs, ceux qui ont mené les guerres d'Afghanistan et d'Irak et ont mis la région à feu et à sang.

Mais nous verrons aussi que le combat des militants kurdes leur a permis de garder vivantes un certain nombre d'idées et de pratiques, qui tranchent singulièrement avec le chacun pour soi qui fleurit partout sur la planète. L'Occident a ainsi été étonné de la manière dont les Kurdes de Syrie et leurs confrères Turcs se sont battus avec hargne contre la main mise de l'Etat islamique sur la ville de Kobané. D'autres ont découvert avec surprise l'existence de groupes de combattants femmes. Et même, dans l'extrême gauche française, il se trouve des groupes qui jugent tout simplement révolutionnaires et exemplaires un certain nombre de militants et de groupes kurdes.

Aujourd'hui, les Kurdes se retrouvent sur les territoires de quatre pays, voire cinq si l'on compte l'Arménie. Ils parlent des langues différentes, le kurmandji majoritairement en Turquie et en Syrie, le sorani en Irak et en Iran, et d'autres dialectes comme le zaza. Sur le plan religieux, la majorité sont des musulmans sunnites, y compris en Iran ; mais il existe aussi des Kurdes chiites, notamment des alévis (proches du chiisme duodécimain, celui majoritaire en Iran et en Irak), mais encore des chrétiens, enfin des yézidis (de religion zoroastrienne).

Il est difficile d'avancer un chiffre pour estimer les populations kurdes. Une des difficultés est qu'il n'existe quasiment pas de vraie reconnaissance des Kurdes, donc pas de comptabilité. Une autre est qu'en Turquie, par exemple, il y a eu un politique d'assimilation forcée, et il est possible qu'une partie de la population de certaines régions ait fini par ne plus se considérer elle-même comme kurde. Le site Wikipedia prétend pouvoir annoncer 44 millions de personnes. Mais Gérard Chaliand n'en trouve pas plus de 33 millions dans son ouvrage *La question kurde à l'heure de Daech* (2015) :

2 millions en Syrie (10% de la population de ce pays)

5 millions en Irak (11% environ)

entre 8 et 10 millions en Iran (environ 10%)

plus de 15 millions en Turquie (près de 20%, peut-être 25% de la population de la Turquie)

Dans un premier temps, nous allons examiner les débuts du mouvement national kurde dans chacun de ces quatre pays. Nous reprenons simplement ainsi la manière de faire des ouvrages que nous avons pu utiliser. Les événements, cependant, se recourent à plusieurs moments. L'on verra que le centre de gravité du mouvement kurde se déplace. Il se trouve sans conteste au Kurdistan turc dans la période 1925-1938. Il se manifeste une première fois en Irak en 1943-1945, passe au Kurdistan iranien en 1946, avec la création de la République de Mahabad. Il revient d'une manière la plus profonde et la plus soutenue en Irak entre 1961 et 1975.

LE MOUVEMENT NATIONAL KURDE EN TURQUIE

Le Kurdistan n'est pas un pays, mais il est une réalité. Depuis l'Antiquité, cette zone est occupée par une population qui vit d'élevage et d'agriculture, et elle est nommée

Kurdistan. C'est en fait le nom d'une région montagneuse qui va du sud-est de la Turquie au nord de l'Irak puis au centre-ouest de l'Iran. Mais les Kurdes vivent un peu au-delà.

Selon Gérard Chaliand, si le sang kurde a beaucoup coulé depuis un siècle, « *au cours de ce que nous appelons le Moyen Âge, la société urbaine kurde a connu, à travers ses principautés, des périodes fastes où la culture a pu s'épanouir* ». Des principautés kurdes s'affirment à partir du 11^{ème} siècle, lorsque le pouvoir des califes diminue. Au 16^{ème} siècle, l'Empire ottoman donne un peu plus de pouvoirs à des princes kurdes, pour mieux résister face à la montée en puissance de la Perse chiite.

Ces principautés vont perdurer jusqu'au 19^{ème} siècle. Des révoltes de chefs kurdes traditionnels ont lieu au cours de ce siècle, pour protester contre l'empiètement du sultan sur les vieux droits acquis. Mais on est encore loin des mouvements et de l'idéologie nationale européenne du 19^{ème} siècle. La dernière révolte kurde importante du 19^{ème} siècle souleva à la fois des Kurdes ottomans (la Turquie actuelle) et des Kurdes d'Iran. Un chef religieux sunnite, Obeïdollah, réussit à organiser une grande réunion de 220 chefs de tribu et 80 000 combattants vont libérer Mahabad (Saoudjoulak), et vont s'approcher de Tabriz, la capitale de l'Azerbaïdjan. Finalement, le sultan turc, inquiet de cette puissance, intervient et oblige Obeïdollah à se retirer d'Iran. Ce sera la dernière grande révolte féodale kurde. Ces révoltes n'avaient pas de programme politique, pas d'organisation politique.

L'idée de créer un parti politique pour mener des actions de masse va venir d'Europe, par le biais d'intellectuels. Elle arrive au Kurdistan fin du 19^{ème} siècle. Ce sont d'abord des fils d'aristocrates, fils de princes ou de chefs de tribu. Certains apprennent ces pratiques modernes à Istanbul, et deviendront les nationalistes kurdes modernes. Le premier journal kurde est fondé en 1898, il se nomme Kurdistan et est écrit en turc et en kurde. Le journal devra émigrer à certains moments en Suisse et en Angleterre.

Cette première génération de nationalistes kurdes est fortement influencée par le mouvement nationaliste des Jeunes-Turcs, qu'ils soutiennent un temps, espérant que leur vision plus éclairée va les amener à soutenir les revendications nationales kurdes. Au Kurdistan, des Clubs kurdes se forment dans les principales villes, Bitlis, Diyarbakir, Mus, Erzurum, Mossoul. Les effectifs du club peuvent atteindre plusieurs centaines de membres. Celui de Bitlis possédait une organisation semi-militaire, inspirée des Jeunes-Turcs, qui eux-mêmes avaient pris pour modèle les Carbonari italiens.

Mais lorsque les Jeunes-Turcs se lancent à l'assaut du pouvoir en 1909, on va les voir interdire toutes les associations, écoles, publications non turques, et ils en emprisonnent les dirigeants, les Kurdes comme les autres. A ce moment-là, c'est avec des Arméniens que des liens vont se nouer, dans la clandestinité.

La première organisation politique kurde centralisée, la société Hiviya Kurd (Espoir kurde), est créée en 1910 par des étudiants et des intellectuels. Elle a à sa tête un membre du Parlement ottoman. Un autre parti, Mudjeddad (Renouveau) est créé en 1912 par un député kurde, qui se donne pour programme ce qui sera, quinze ans plus tard, celui de Mustafa Kemal en Turquie : la laïcisation de l'Empire ottoman (la séparation de l'Etat et de la religion), l'alphabet latin, l'égalité de la femme. Mais ces groupes restent très restreints.

Au début du 20^{ème} siècle, la dynastie ottomane va changer d'attitude envers les Kurdes, et cherche à se réconcilier les couches dominantes kurdes, en les intégrant à son système et en

leur faisant bénéficier de certains avantages du pouvoir. Evidemment, les chefs féodaux kurdes à qui on propose les décorations et les pensions vont les accepter avec une grande satisfaction. Pour les Ottomans, les kurdes ont des qualités guerrières remarquables, qui pouvaient se montrer bien utiles. Une cavalerie kurde spéciale est ainsi créée, avec pour objectif de s'opposer à des mouvements pouvant provenir du peuple arménien.

Lorsque la Première Guerre mondiale éclate, l'Allemagne, qui a de nombreux intérêts économiques en Turquie, demande à celle-ci d'entrer en guerre à ses côtés. Les Jeunes-Turcs qui commandent alors le pays vont mettre en application un plan d'extermination des Arméniens, qu'ils accusent d'être des alliés réels ou potentiels de l'ennemi russe. La politique turque avait déjà pour habitude de provoquer les Arméniens, chrétiens, pour les pousser à la rébellion et user de ce prétexte pour se lancer dans une violente répression, et y associer une partie de la population musulmane.

La Turquie entre en guerre le 1^{er} novembre 1914, la première phase du génocide démarre en avril 1915. Le génocide ne vise pas que les Arméniens. Il va chercher à se débarrasser des religions non musulmanes de manière plus générale. Les populations araméennes, une partie des Syriaques et semble-t-il un grand nombre de Yézidis sont touchés. Les Yézidis sont une des religions de la population kurde, une religion monothéiste qui hérite du zoroastrisme, et qui est bien plus ancienne que les trois monothéismes issus d'Abraham. On estime entre 500 000 et 700 000 le nombre de ces Kurdes qui auraient péri dans les massacres, entre 1915 et 1916. Mais les choses sont toujours complexes. Et, selon le rédacteur de la partie ottomane et turque de l'ouvrage de Chaliand *Les kurdes et le Kurdistan*, Kendal, une partie non négligeable de la population kurde musulmane, sensible aux arguments religieux des autorités ottomanes, a participé à la guerre « sainte » déclarée par le sultan-calife Réchad, donc au génocide. D'autres Kurdes par contre, dans le Kurdistan méridional et à Dersim, refusèrent. D'autres enfin ont combattu dans les rangs de l'armée russe contre les Ottomans, car la Russie laissait croire qu'elle aiderait le mouvement national kurde.

Pendant la guerre, pendant que les combats font rage, les grandes puissances qui la mènent discutent déjà de la manière dont elles vont se partager les dépouilles de l'Empire ottoman. En mai 1916, un accord est ainsi signé entre les ministres des Affaires étrangères français et anglais ; le gouvernement russe du Tsar y ajoute sa signature le 1^{er} septembre 1916 : ce sont les accords Sykes-Picot. Loin de tenir compte de la nation kurde, ils prévoient une annexion pure et simple du Kurdistan à la Russie tsariste.

Mais 1917 va voir la Russie basculer dans un évènement totalement imprévu dans leurs calculs, la révolution socialiste. Le jeune gouvernement révolutionnaire dénonce et rend publics les accords bourgeois. Lénine se bat, plus ou moins seul contre les autres révolutionnaires, pour appliquer l'idée de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'URSS n'a donc plus aucune visée territoriale sur ses voisins. Au contraire, elle proclame qu'ils sont désormais libres. Ils peuvent choisir de vivre comme les autres nations bourgeoises, de manière indépendante. Ils peuvent aussi rejoindre la Russie soviétique, et fonder avec elle l'Union des républiques socialistes soviétiques. (*voir ce sujet sur notre site louvrier.org : H11-L'URSS, la question nationale*)

Cette politique, profondément révolutionnaire, aura un véritable succès du vivant de Lénine, car elle est menée avec une intention sincère et profonde de liberté. Elle sera ensuite caricaturée et défigurée entre les mains de Staline, qui gardera le langage révolutionnaire mais

pour dissimuler une pratique de main mise et de domination, analogue à celle des bourgeoisies nationales.

Un responsable du Ministère des Affaires étrangères anglais, E.H. Carr, a assisté de près à ce qu'a pu être la politique révolutionnaire de la jeune république soviétique en matière de nationalités. Il souligne la différence de résultats entre ce que peut faire de nos jours la bourgeoisie, incapable de réaliser une réelle unité entre pays dominants et pays dominés, et la démonstration d'une tout autre attitude qui, dans le cas de l'URSS, a réalisé, du moins à ses débuts, une unité volontaire, basée sur la possibilité d'aller vers la construction d'une situation égale entre des pays auparavant totalement inégaux.

« La politique bolchevique d'autodétermination nationale avait achevé son évolution, depuis la reconnaissance du droit de sécession dans une société bourgeoise jusqu'à la reconnaissance de l'égalité entre nations et la fin de l'exploitation d'une nation par une autre dans une communauté socialiste de nations. Le lien entre elles était le postulat de Lénine de 1^{re} "union volontaire" qui permettait d'atteindre ce but, et qui faisait de l'union une expression et non une négation de la volonté d'autodétermination d'une nation. Le postulat reposait sur la ferme conviction personnelle de Lénine que, dans le socialisme, l'élément de coercition disparaîtrait du gouvernement et serait remplacé par l'acceptation volontaire des règles administratives. »

« Ce que l'on pouvait dire en sa faveur (de la politique des bolcheviks), poursuit donc Carr, était que la théorie bourgeoise de l'autodétermination était en 1919 parvenue à une impasse ; que l'ordre capitaliste, dans la forme qu'il avait revêtue d'une division du travail entre nations industrielles et nations arriérées ou coloniales, avait rendu impossible d'atteindre l'égalité entre nations ; et que la conception de la réunion dans un ordre socialiste de nations réellement et non pas seulement formellement égales, était une tentative courageuse et hardiment conçue de sortir de l'impasse ».

L'irruption sur la carte du monde de la jeune URSS, qui plus est le plus grand pays du monde, oblige évidemment les grandes puissances à ranger une partie de leur morgue, et à discourir sur les droits des peuples, tout en procédant comme ils l'ont toujours fait, par la force, pour la puissance.

C'est ainsi que le traité de Sèvres est conclu le 10 août 1920. Il prévoit le découpage de l'Empire ottoman, qui se retrouve considérablement rétréci, puisqu'il est dans le camp des vaincus, avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie. Ce traité prévoit le partage de l'Empire entre la France et le Royaume Uni. A la France, une immense région qui correspond à l'actuelle Syrie et au Liban. A l'Angleterre, ce qui constitue de nos jours l'Irak et la Palestine.

Et cette fois, contrairement aux accords Sykes-Picot signés avant la révolution russe, le traité prévoit de créer un Kurdistan, ou du moins une « *autonomie locale pour les régions, où domine l'élément kurde, situées à l'est de l'Euphrate, au sud de la frontière méridionale de l'Arménie (...) et au nord de la frontière de la Turquie avec la Syrie et la Mésopotamie (...)* ». En clair, ce Kurdistan, prévu par le traité de Sèvres était limité à la majeure partie de l'ancien Kurdistan ottoman (aujourd'hui turc, irakien et syrien). Restait à définir ultérieurement la frontière avec l'Arménie.

Mais deux articles plus loin, il est précisé qu'il faudrait tout de même que, dans un délai d'un an, la population kurde de ces régions s'adresse à la SDN (l'ONU de l'époque) « *en démontrant qu'une majorité de la population dans ces régions désire être indépendante de la Turquie* ». Et même si la population parvenait à faire cette démonstration, il faudrait encore que le Conseil de la SDN « *estime alors que cette population est capable de cette indépendance* ». On voit le degré de paternalisme des grandes puissances, et on devine quelle réalité pouvait en fait exister derrière de tels mots.

Parmi les signataires de ce traité, on trouve 14 pays dont la République française et le Royaume-Uni, grands vainqueurs de la guerre. C'est en France que le traité est signé, dans la ville de Sèvres, et c'est en France qu'il est déposé. Le Kurdistan promis par le Traité de Sèvres devait se situer sur le sud-est de l'Anatolie, dans la Turquie actuelle. Se surajoute à cet accord une décision américaine : le président Wilson décide d'attribuer à l'Etat arménien, lui même placé sous mandat américain, des territoires à forte majorité kurde (Mus, Erzurum, Bingol, Van, Karakilisa, Iğdir, Erzurum), soit un tiers du Kurdistan ottoman.

Mais ce traité de Sèvres va rester lettre morte. En Turquie, il n'est reconnu que par les représentants de l'ex-Empire Ottoman. Une opposition nationale se soulève, mue justement par les idées nationales bourgeoises, et au nom de cette idée nationale, de la grandeur de la patrie, c'est bien la force qui va l'emporter. Cette force, c'est le dirigeant bourgeois turc Mustapha Kemal qui l'a pour lui. En mai 1919, craignant que le pays ne soit partagé lui aussi entre les grandes puissances, Kemal a lancé une guerre d'indépendance turque qui va durer quatre années : contre la France, contre la Grèce, contre l'Arménie, contre les armées du sultan ottoman. C'est par la force et dans la guerre que s'affirme et que l'emporte la nouvelle nation turque. Fort de ces victoires, Kemal ne reconnaîtra pas le Traité de Sèvres.

Pour l'intellectuel Kendal, la période qui suit la nouvelle venue de Russie aurait été le moment le plus opportun pour les Kurdes pour se constituer en Etat national : « *Les débris de ce qui fut l'armée ottomane se désagrègent (...), la Russie, à qui la majeure partie du Kurdistan devait être annexée en vertu de l'accord de Sykes-Picot, était devenue soviétique et n'avait plus de visée territoriale sur les pays voisins. L'armée persane se trouvait dans un état aussi pitoyable que son homologue ottomane* ».

Pour Kendal, si cette occasion historique échappa au peuple kurde, c'est que son « *degré d'évolution n'avait permis que l'émergence d'une direction où l'influence "féodale" et cléricale primait largement les tendances « modernistes* ». Kendal ajoute que les radicaux de cette époque sont des « *intellectuels ottomans* » : des intellectuels colonisés, devenus étrangers à leur peuple par leur mode de vie et leur occidentalisation. Et surtout, ne voyant « *son salut ou celui de son peuple que sous les ailes protectrices d'une puissance civilisée* ». En clair, pour ces intellectuels qui font fortune en passant par les ambassades des grandes puissances, le salut du Kurdistan ne pouvait que dépendre du bon vouloir de la Grande-Bretagne et de la France.

Mais quelques-uns des leaders turcs ont un autre jugement et pensent que leur indépendance ne passera ni par le mandat américain, ni par le protectorat britannique, mais par une guerre de libération. Mustafa Kemal est l'un d'eux. Et son idée est de commencer sa guerre de libération par le Kurdistan turc. Son idée est d'utiliser les capacités combattives et la volonté des Kurdes pour servir la cause nationale turque. Ce sera la première grande manipulation des Kurdes de l'époque moderne, au sein d'un des pays du Kurdistan.

Kemal n'est pas n'importe qui. C'est un général renommé pour ses exploits militaires dans la défense des Dardanelles, où les Ottomans ont résisté à l'offensive franco-anglaise, et c'est un homme de confiance des autorités ottomanes. En mai 1919, ce sont les Britanniques qui demandent au grand vizir de l'envoyer pour stopper un danger révolutionnaire. En effet, dans le nord du Kurdistan turc, commençait à s'organiser un Parti social-démocrate kurde, inspiré des bolcheviks. Et les Anglais font le calcul de mettre en place un nouvel Etat pour stopper leur avancée révolutionnaire, l'Etat du Pont. Il s'agissait en même temps d'aller réprimer les soviets, les choura, qui commençaient se mettre en place.

Kemal, qui a, on l'a vu, ses propres idées sur ce qu'il peut faire au Kurdistan, saute sur l'occasion. Il se rend au Kurdistan, et là, se pose en « *sauveur du Kurdistan* », en défenseur du « *sol musulman souillé par les chrétiens impies* ». Il évite de parler de la nation turque et invoque la fraternité des Turcs et des Kurdes. Résultat : les cinq vilayets (régions administratives) menacée d'annexion à l'Arménie tiennent un congrès en juillet-août 1919. Elles se donnent pour chef Mustafa Kemal, et pour objectif d'empêcher leur annexion à l'Arménie et de « *libérer la terre musulmane souillée par les infidèles* ». Des forces armées kurdes sont ainsi mises en place. Elles vont remporter la première victoire militaire de ce qui est déjà, que les Kurdes le veuillent ou pas, la guerre d'indépendance turque, en battant les troupes de l'Arménie des Dachnak et de la Géorgie menchévique. Le front mis en sécurité, ces forces vont ensuite vers l'ouest pour contribuer à libérer l'Anatolie.

La victoire décisive sera obtenue en septembre 1920, avec la débandade des troupes grecques, que les Britanniques avaient armé et financé, et qui occupaient une partie de l'Anatolie depuis trois ans. La révolution soviétique a également joué un rôle, qui a facilité la victoire du nationalisme turc. La jeune URSS a fourni une aide financière et une aide militaire au mouvement kémaliste, par principe de soutien à tous les mouvements d'émancipation permettant de sortir du Moyen Âge. Et ce, bien qu'en Turquie, les communistes étaient persécutés (Mustafa Suphi, le premier secrétaire du PC et ses camarades assassinés), et alors que la Russie de Lénine est aux prises avec la famine et les armées blanches.

Les Kurdes ont combattu, croyant qu'allait être bâti un Etat où, comme l'avait dit Kémal, « *le Turc et le Kurde vivraient comme des frères, sur un pied d'égalité* ». Mais la guerre achevée, Kémal déclare : « *L'Etat qui vient d'être fondé est un Etat turc* ». Le ciel tombe alors sur la tête des Kurdes. C'est que derrière les discours de Kemal, derrière l'écran de fumée idéologique de progrès et de modernisme, la réalité est une sorte d'union des classes sociales les plus favorisées : propriétaires terriens, commerçants, manufacturiers, membres des professions libérales, cadres militaires. C'est cette bourgeoisie naissante qui s'approprie les leviers de commande du nouvel Etat, pas la masse du peuple.

A ce qu'il ressent comme une trahison, le Kurdistan réagit de manière spontanée, désordonnée, par la révolte. Mais en face, un plan implacable est déjà en cours. La nouvelle classe dominante, une alliance entre bourgeoisie et féodalité, veut se moderniser, s'ouvrir pour cela aux capitaux étrangers.

C'est le traité de Lausanne (24 juillet 1923) qui va entériner la nouvelle situation. A Lausanne, nouveaux discours très gentils envers les Kurdes. Aussi bien du côté anglais que du côté turc. Le représentant du gouvernement turc se remet à discourir sur le fait que « *le Turc et le Kurde sont également associés dans le gouvernement de la Turquie* ». Quant aux Anglais, ils prétendent ne défendre que la liberté du peuple kurde qui « *doit comme les autres*

peuples de la région jouir de ses droits nationaux, avoir son propre gouvernement ». En fait, ils lorgnent tous sur certains Kurdes, ceux de Mossoul, où l'on a découvert du pétrole, sur lequel ils souhaitent faire main basse.

Mossoul, sur l'actuel territoire de l'Irak, devait revenir à la France. Mais les Anglais l'occupent et proposent au français Clémenceau de recevoir en échange la Cilicie. Clémenceau, qui n'est pas encore au courant de la présence du pétrole, accepte. Mais la France apprend l'existence du pétrole, et elle renégocie avec Lloyd George (pacte de San Remo) : celui-ci s'engage à accorder à la France 25% de la production sur les champs pétrolifères de Mésopotamie. Mais ce pacte signé, c'est le plus gros larron capitaliste, les USA qui s'insurgent : quoi ! on signe dans mon dos ! C'est un « *partage inique* ». Et ils obtiennent une participation de 20% dans le capital de la Turkish Petroleum qui doit exploiter les pétroles de Mossoul.

En ce qui concerne les Kurdes, le traité de Lausanne ne les mentionne même pas. La majorité du territoire kurde passe simplement sous la souveraineté de la nouvelle Turquie. La Turquie est le grand gagnant et le Kurdistan est jeté aux oubliettes. La bourgeoisie aime à reconnaître le pouvoir obtenu par la force, pour le légaliser et le présenter d'une manière convenable.

L'Angleterre a décidé de récupérer le pétrole de Mossoul, qui devait être kurde, sous son contrôle. La France a décidé d'agrandir sa partie en y adjoignant trois zones de peuplement kurdes à la Syrie, sous son mandat. Un accord avec la Turquie en 1921 accorde donc à la Syrie, c'est-à-dire à la France, les trois régions kurdes de Djézira, Kurd-Dagh et Arab-Pinar. France et Angleterre ont donc une responsabilité directe dans la situation qui en découle d'un peuple kurde déchiré par les frontières modernes.

Depuis ces années 1920, depuis près d'un siècle donc, les Kurdes sont divisés, séparés, sur un total de quatre Etats, et aucun de ces Etats ne souhaite qu'ils accèdent à une indépendance. Chaque Etat est évidemment hostile à accorder une indépendance aux Kurdes qui sont sur son territoire, puisque cela entraînerait une amputation de celui-ci. Mais s'ajoute à ce refus une méfiance même envers une éventuelle émancipation chez un Etat voisin, car elle risque de donner de la force par contre coup à une tendance analogue chez soi.

*

Kemal, lui a les mains libres. Son idée est que, pour forger une nation turque, il ne faut que des Turcs. On a déjà éliminé les Arméniens, on va maintenant assimiler de force les Kurdes. Dès 1924, la Turquie de Mustapha Kémal interdit l'enseignement du kurde dans les écoles. Puis la loi concernant les associations et les partis politiques indique que ceux-ci « *ne peuvent prétendre à l'existence sur le sol de la République turque de minorités et viser ainsi la destruction de l'unité nationale* ». C'est clair et net : la jeune unité nationale turque ne peut tolérer l'existence ou la reconnaissance de minorités, donc ne leur laissera aucun droit.

« *Trois grandes insurrections nationales (1925, 1930, 1937) sont écrasées par le régime qui prive les kurdes de tout droit puisqu'ils finissent par être désignés par l'euphémisme de "Turcs montagnards". Entre-temps, plusieurs centaines de milliers d'entre eux sont déportés vers l'Anatolie centrale et occidentale. De 1925 à 1965, le Kurdistan est une "région militaire", interdite aux étrangers.* » (Les Kurdes et le Kurdistan, Maspero 1978) On voit donc à quel point le nationalisme vivace d'une bourgeoisie qui veut se moderniser, en Turquie, va réprimer et nier jusqu'à l'existence même de la minorité kurde.

« De 1925 à 1939, le Kurdistan fut le théâtre de révoltes permanentes, de jacqueries, d'explosions provoquées par les exactions des troupes turques. En 1925, c'est d'abord la grande insurrection conduite par Cheikh Saïd, puis les révoltes de Raman et Reschkotan (à mi-chemin entre Diyarbekir et Siirt) ». En un mois, les forces kurdes s'emparent d'un tiers du Kurdistan de Turquie. Les autorités pendent tous les prisonniers politiques kurdes, mobilisent 80 000 hommes, utilise le chemin de fer du nord de la Syrie, avec l'accord de la France, pour venir encercler les Kurdes qui menacent Diyarbekir. L'insurrection était une lame de fond populaire. La répression sera terrible. Des milliers de paysans anonymes sont abattus « *pour qu'on s'en souviene* », des centaines de villages sont rayés de la carte. Les pendaisons se comptent par centaines. Des Kurdes se réfugient de l'autre côté de la frontière, en Iran ou en Irak.

Après cet épisode, le gouvernement turc va imaginer de faire évacuer le Kurdistan, pour le mettre au pas. Pendant les hivers 1925 à 1928, c'est un million de personnes qui sont déportées ; des dizaines de milliers vont périr en cours de route, en raison des conditions, et faute de vivres.

Suite à ce traitement inhumain des populations, un lien va commencer à s'établir entre Kurdes et Arméniens. On peut penser que les Arméniens ont bénéficié de plus d'égards de la part des puissances occidentales, car le parti arménien ne lutte pas seulement pour la libération de l'Arménie turque, mais aussi contre l'Arménie soviétique. Dirigeants arméniens et kurdes s'entendent alors pour tenter une insurrection commune dans la région d'Ararat, proche de l'Arménie soviétique. Des Kurdes de Syrie vont également y participer. Les Kurdes comptent aussi sur une aide de l'Iran, qui a promis d'aider le mouvement kurde. Mais là, ce sera la première manipulation, par un pays voisin cette fois, qui va savoir utiliser la cause kurde à son profit.

L'Iran va user des promesses d'aide et de la sympathie gagnée envers les Kurdes turcs, pour ensuite négocier et obtenir quelque chose des autorités turques, en échange de l'arrêt de son aide. Le shah d'Iran interrompra son aide et permettra aux troupes turques de passer sur son territoire pour venir encercler les maquisards kurdes. Au final, un accord sera signé entre la Turquie et l'Iran et le shah est récompensé par le régime turc, sous la forme de rectifications de frontières dans les régions du mont Ararat et du lac de Van. La révolte kurde encerclée est matée à la fin de l'été 1930. « *Une centaine d'intellectuels furent jetés dans le lac après avoir été cousus dans des sacs. Des avions incendiaient encore des villages kurdes plusieurs mois après l'écrasement de la révolte* » (Kendal).

En 1930, le ministre turc de la Justice déclare : « *Nous vivons dans le pays le plus libre du monde, qui s'appelle la Turquie (...) Le Turc est le seul seigneur, le seul maître de ce pays. Ceux qui ne sont pas de pure origine turque n'ont qu'un seul droit dans ce pays : le droit d'être serviteurs, le droit d'être esclaves* ». Une nouvelle loi de déportation et de dispersion des Kurdes est promulguée en 1932 : la majorité du peuple kurde doit être déportée et dispersée à travers l'Anatolie, et le Kurdistan doit être en partie repeuplé par des immigrants turcs. L'hiver 1932, plusieurs centaines de milliers de personnes sont arrachées à leurs terres, et déportées sous escorte militaire. Fin 1935, il faudra stopper ces déportations, car une nouvelle révolte vient d'éclater, à Dersim.

La révolte de Dersim est différente des précédentes. C'est, semble-t-il, du plus profond de la population, qui sait ce qui l'attend, que part cette fois le mouvement, et il n'y a ni fronts,

ni grandes batailles. Il prend la forme d'une guérilla populaire de toute une région. L'armée turque use de l'aviation, de gaz toxiques, de l'artillerie, sans véritable résultat. L'épreuve de force, engagée au printemps 1937, va durer jusqu'à l'épuisement des combattants fin octobre 1938. Dersim sera alors dévasté. Selon le parti communiste de Turquie, ces treize années auront totalisé une dépopulation du Kurdistan de plus de 1,5 millions de Kurdes, déportés ou massacrés.

Le pays restera déclaré zone interdite aux étrangers jusqu'en 1965. L'usage de la langue kurde était interdit, les mots « kurde », « Kurdistan » ont été rayés de tous les livres. Les Kurdes n'étaient plus appelés que « Turcs montagnards ».

*

Cette répression est de toute évidence disproportionnée par rapport à un éventuel danger que pouvait représenter le mouvement national kurde. Les Kurdes sont loin de disposer d'une direction politique nationale. Ils ne montrent pas non plus une capacité à centraliser leurs capacités militaires. Alors, comment expliquer cette disproportion ? La réponse à cette question n'est sans doute pas d'ordre matériel. On ne peut la comprendre que si l'on envisage les idées qui semblent guider la bourgeoisie et ses alliés dominants, lorsqu'elle veut mettre en place sa société. Comme toute société nouvelle, il lui faut un mythe, des justifications ; il lui faut des raisons d'aller vite et fort dans les choix qui sont les siens, pour s'imposer, gagner face aux résistances de l'ancienne société.

Le problème de la bourgeoisie, c'est qu'elle est nationale, c'est-à-dire limitée à une seule nation. Elle n'est pas socialiste, elle n'est pas ouverte en direction de quiconque adhère à l'idée d'une humanité unique et pouvant vivre en cohabitation sans restriction aucune. Or le territoire que recouvre la nation que cette bourgeoisie souhaite fonder correspond rarement, voire jamais, à une réalité culturelle unique. Il faut donc réunir, de gré ou de force et créer, artificiellement, une culture prétendument unique. Et une solution hélas récurrente sera de le faire en imaginant et en concrétisant un ennemi plus ou moins fictif, qu'il soit intérieur ou extérieur. La bourgeoisie conquérante aime à jouer de l'idée de supériorité, et elle aura tendance à l'étendre à la constitution même de son peuple. Or pour démontrer une prétendue supériorité, il est obligatoire de désigner du doigt un inférieur.

Kendal en donne l'explication suivante : « *Les frontières de la Turquie n'incluant en fait de nationalité non turque que les Kurdes, c'est à ces derniers qu'incomba d'assumer le rôle de "nègres, juifs, tsiganes", bref de "race inférieure" par rapport à laquelle le nationalisme Grand-Turc devait s'affirmer. Quel autre prétexte que ces "victoires éclatantes" remportées contre "ceux qui ne sont pas de pure origine turque", pouvait fournir des "preuves" de la supériorité et de la grandeur de la "Grande Nation turque" ? Comment accréditer l'idée que "le peuple turc est civilisé, grand et vaillant" sans inventer comme antithèse palpable des "sauvages", des "réfractaires au progrès" qui, par définition, ne pouvait être des Turcs, mais des Kurdes, seul élément ethnique non turc important de la Turquie ? (...) Dans cette phase de son affirmation, de son développement, le nationalisme turc avait besoin du militarisme (...)* » et celui-ci va durablement infester la vie politique de ce pays.

Enfin, ajoute Kendal, « *ces guerres de type colonial leur fournissaient de surcroît un prétexte pour se débarrasser des oppositions (communiste ou libérale). Les exploits de la "Glorieuse Armée turque" dans le Kurdistan barbare, relatés et diffusés abondamment par les journaux et sur les ondes, avaient aussi pour effet d'intimider le peuple turc, de réprimer*

en lui toute velléité de révolte contre les exactions du régime d'Ankara. » Voilà qui explique plus largement le martyre du peuple kurde entre 1925 et 1939.

*

Lors de la Seconde Guerre mondiale, la Turquie va faire le choix de ne pas prendre parti. Et lorsque celle-ci se termine, ce sont cette fois les Etats-Unis qui, là comme partout dans le monde, vont imposer leur présence et leur domination. L'impérialisme américain pénètre en Turquie par la finance, avec le plan Marshall. La bourgeoisie turque est loin de faire le poids et va se retrouver prise dans les filets de la dette. En 1957, le pays est au bord de la banqueroute. Les USA peuvent alors imposer toute une série de mesures cette fois directement militaires : l'envoi de milliers de soldats turcs, dont beaucoup de Kurdes, pour la guerre de Corée, l'adhésion au pacte occidental anti-soviétique, l'OTAN, l'implantation de bases et de centres d'écoutes US sur le sol turc, face à l'URSS.

Au début des années 1960, une certaine libéralisation se manifeste en Turquie. La constitution de 1961 reconnaît un certain nombre de libertés démocratiques, même s'il reste interdit de créer des associations régionalistes. Surtout, dans un pays voisin, l'Irak, un mouvement national est déclenché en septembre 1960 sous la direction de Mustafa Barzani, et les Kurdes de Turquie en ont des nouvelles par la radio. Le mouvement national kurde se cherche. Il ne veut pas prendre le risque de prêter à nouveau le flanc à la répression des années précédentes.

Et c'est vers les idées de gauche qu'il va s'orienter. La période est à la montée de la gauche un peu partout, au milieu de ces années 1960. Et ce mouvement va toucher également la Turquie. C'est dans ce cadre que va se former une nouvelle génération de révolutionnaires kurdes, au sein d'abord du Parti Ouvrier de Turquie. Ce parti est au départ formé par des intellectuels, depuis l'étranger. Ce sera le premier parti se réclamant du socialisme présent au Parlement turc. En fait, vont se former là divers courants qui donneront naissance à un grand nombre de tendances différentes. Des sections du POT sont créées au Kurdistan par des intellectuels, que rejoignent ensuite des artisans et des petits commerçants.

Comme dans nombre de partis socialistes de l'époque, on y parle beaucoup de la classe ouvrière, mais elle est peu présente. C'est une certaine petite bourgeoisie qui est sur le devant de la scène. Elle juge trop mous les anciens chefs et cadres plus bourgeois, plus installés. En 1967, des syndicalistes proches du POT vont quitter la centrale syndicale progouvernementale et pro-américaine (la Turk-Is) pour créer la DISK, Confédération des syndicats ouvriers révolutionnaires. Au Kurdistan, les militants proches du POT organisent des meetings populaires, contre les injustices, contre l'oppression nationale, pour les droits démocratiques.

Apeurée par la montée de la gauche, la classe dominante turque laisse l'armée hausser le ton en mars 1971. Le POT est dissous ainsi que toutes les organisations étudiantes, le droit de grève suspendu. Des milliers de personnes sont arrêtées. Au Kurdistan, on les regroupe dans un camp militaire à Diyarbakir. Sous la pression occidentale, la junte au pouvoir organise des élections fin 1973. Il en sortira une amnistie générale.

LES DEBUTS DU MOUVEMENT NATIONAL KURDE EN IRAN

A quelques nuances près, les Kurdes d'Iran ont connu une histoire assez proche de celle du Kurdistan turc au cours de cette période. En Iran, c'est Reza Shah qui veut moderniser le pays, à coups de centralisation. Les Kurdes devront se révolter, là aussi, dans les années vingt et trente. Cependant, historiquement, les Kurdes d'Iran ont été depuis longtemps séparés des Kurdes de l'Empire ottoman. Des Kurdes, en majorité sunnites, se trouvaient en Iran depuis au moins le 16^{ème} siècle. « *Les rivalités entre l'Empire ottoman sunnite et la Perse safavide chiïte aux 16^{ème}-17^{ème} siècles séparèrent les Kurdes en deux, la majorité se trouvant du côté ottoman, où ils étaient chargés de défendre les confins* » (Gérard Chaliand). Quoiqu'il en soit, la condition des Kurdes d'Iran ressemble à celle de leurs frères de Turquie.

Dans *Les kurdes et le Kurdistan*, l'universitaire Ghassemloo revient sur la vie tribale des Kurdes. « *Au milieu du 19^{ème} siècle, les tribus nomades constituaient un tiers de la population du Kurdistan. La terre, dans le cas des tribus nomades, était propriété collective de la tribu entière ; elle lui avait été assignée par le souverain et la tribu était sous sa protection* ».

« *La tribu (ashirat) au Kurdistan est composée de clans (taife, bar, tira), qui sont eux-mêmes divisés en hoz, khel ou bnamal* ». Le dirigeant de la tribu est le beg. Chaque clan a un chef également, l'agha. Beg et aghas jouissent d'une autorité administrative illimitée. « *Le beg règle toutes les affaires en litige, donne son consentement pour les mariages, etc. Il ne possède ni terres, ni pâturages, mais il a la position de primus inter pares. En même temps, il jouit de certains privilèges : il reçoit une certaine quantité de laine et de produits agricoles des paysans. A l'intérieur de la tribu elle-même, nous pouvons distinguer trois principaux groupes : le chef et ses parents d'abord, qui constituent la partie privilégiée de la tribu ; puis le groupe formé par les serviteurs (khulams) qui assument différentes fonctions ; enfin, le groupe formé par la masse des membres de la tribu. Dans chaque tribu, il y en plus le clergé divisé en cheikhs (représentants des sectes), prêtres (mollahs) et seyyides (les "descendants" du Prophète. Le clergé jouit de certains privilèges. Il y a des différences considérables parmi les membres de la tribu, provenant de l'inégalité de la richesse (estimée d'après le nombre de têtes de bétail). Même là où la propriété privée n'existe pas, ces différences jouent un rôle important.* »

Avec le 20^{ème} siècle, l'importance de cette organisation tribale va régulièrement décliner. A l'intérieur de la tribu, en plus de l'élevage du bétail, des métiers comme la menuiserie, la forge, le tissage des tentes, vêtements et tapis, se sont développés. Les échanges se multiplient. Dans les années 1970, le système tribal finira par se désintégrer.

En Iran, un soulèvement des Kurdes a eu lieu à la suite du Traité de Sèvres de 1920. S'en est en effet suivi un soulèvement des Kurdes d'Irak dirigé par le cheikh Mahmoud. Et celui-ci va provoquer le soulèvement mené par le chef de tribu Simko (Esmail Agha). Il prend le contrôle de toute une région à l'ouest du lac d'Ourmiah, entre 1920 et 1925, et lance le mot d'ordre d'indépendance de tout le Kurdistan. En 1925, Reza Shah, arrivé au pouvoir par un coup d'Etat soutenu par les Anglais, veut construire un régime centralisé, en vue de développer un Etat moderne. Il invite Simko à négocier, et le fait assassiner au cours des négociations.

Entre les deux guerres, le gouvernement iranien envoie son armée pour sédentariser les Kurdes. On procède par des déportations, et les conséquences peuvent être catastrophiques. Sur les 10 000 membres de la tribu Jalali, seulement quelques centaines

subsistent. Pour Ghassemlou, « *la migration forcée correspond aux intérêts de la bourgeoisie iranienne, qui a besoin d'une population stable qui puisse former un "solide et constant" marché.* » Sans doute aussi, l'Etat iranien cherche à contrôler le commerce informel de ces nomades, notamment aux frontières du pays, pour pouvoir en prélever des taxes.

LA REPUBLIQUE DE MAHABAD 1945-1946

Mais c'est surtout la République du Kurdistan de Mahabad qui marque les débuts du mouvement national kurde d'Iran. Nous sommes en 1941, en pleine Seconde Guerre mondiale. Les armées alliées soviétique, britannique et américaine entrent en Iran. Le régime dictatorial de Reza Shah, qui a sympathisé avec Hitler, s'effondre, et les démocrates en profitent pour créer de nombreux partis politiques. Une région, celle de Mahabad, n'est occupée ni par les Soviétiques ni par les Occidentaux. En fait, nous allons voir que les Soviétiques vont manœuvrer d'une manière assez bienveillante, sans force ni violence en tout cas, permettant aux kurdes d'y instaurer leur – petit – gouvernement, espérant sans doute que plus tard, ils adhèreraient à l'Union soviétique.

C'est Archie Roosevelt Jr qui nous fait un récit assez détaillé de cet épisode (*Les Kurdes et le Kurdistan*). Devant l'avancée impressionnante des troupes alliées, les soldats iraniens abandonnent ou vendent leurs armes à diverses tribus. Dans le Nord, les tribus kurdes se retrouvent avec autour d'elles de puissantes garnisons soviétiques. Les soviétiques vont établir quelques relations avec certaines tribus : ils permettent aux chefs de tribu de continuer à gérer leurs affaires, et n'exigent qu'une promesse de sécurité pour eux et l'approvisionnement de l'Armée rouge en grains. Tout au sud de la région kurde, ce sont les Britanniques qui vont contrôler les tribus qui y vivent. Et entre les deux zones, reste une région assez vaste abandonnée par les Iraniens en fuite. C'est là que les Kurdes vont construire leur autonomie, à partir du bourg de Mahabad. Aujourd'hui encore, les dirigeants iraniens se méfient de cette ville, de son histoire. L'Etat iranien a pris soin de la séparer de la province du Kurdistan d'Iran.

Le 16 août 1943 donc, une douzaine de jeunes Kurdes de Mahabad, petits fonctionnaires, petits commerçants, fondent le Komala-i-Zhian-i-Kurde, en abrégé Komala, le Comité de la jeunesse kurde. La réunion est secrète et on décide de ne pas recruter plus de cent membres, pour garder le secret ; on s'organise en cellules. Cette organisation va connaître un vaste développement, à Mossoul, Kirkouk, Erbil, Suleymanieh, Rawandouz, Chaklawa, et même en Turquie, où cette activité est passible de la peine de mort.

L'année 1944 voit le Kurdistan et l'Azerbaïdjan se remplir d'officiers politiques et d'agents soviétiques, la plupart musulmans, venus de l'Azerbaïdjan soviétique, où vivent 100 000 Kurdes. Les Soviétiques essaient de contacter les chefs de tribu, pour leur proposer leur aide à la conduite du mouvement national. Mais ces chefs de tribu se méfient et restent évasifs. Plusieurs raisons à cela : la plupart sont profondément religieux et sont donc méfiants sur l'attitude des Soviétiques envers la religion. De plus, les récits de réfugiés revenus d'Union soviétique ne font pas un portrait agréable pour le sort fait aux peuples orientaux. Enfin, les Russes du temps des tsars étaient les ennemis traditionnels des Kurdes.

Néanmoins, un Soviétique réussit à établir des rapports amicaux avec un membre du Komala et les Soviétiques vont bientôt aider le Komala à se développer. Seulement, ils insistent pour que le Komala, qui avait un fonctionnement décentralisé et démocratique,

accepte la présence en son sein d'une personnalité imposante, que lui préférerait garder à l'écart, pour ne pas lui donner trop de pouvoir, ce qui va effectivement se produire. Il s'agit de Qazi Mohamed. Membre de la famille la plus respectée de la ville, c'est le juge héréditaire et le chef religieux de Mahabad. Les Soviétiques se sentent plus à l'aise avec Qazi comme interlocuteur. Du coup, ils vont envisager un plan selon lequel ils pourraient arracher le nord-ouest de l'Iran, pour le rattacher à l'URSS. Comptant pour cela sur Qazi Mohamed, ils vont jusqu'à demander au parti communiste, le Toudeh, de se dissoudre dans l'Azerbaïdjan iranien.

Qazi Mohamed convoque les notables kurdes pour annoncer la création du Parti démocrate du Kurdistan, le PDK. Pour l'instant, le programme revendique « *une autonomie dans les limites de l'Etat iranien* ». Le Komala se dissout et ses membres adhèrent au PDK. Cependant, nombre de chefs de tribu restent très méfiants, effrayés par le communisme. Mais Qazi Mohamed va bénéficier d'un soutien de poids, celui des Barzani. Les Barzani étaient réputés dans tout le Kurdistan pour leur ténacité face aux diverses autorités. Très remuants sous l'Empire ottoman, ils s'étaient fréquemment rebellés ensuite contre la présence britannique, qui dut faire intervenir son aviation, la RAF.

Or, le 11 octobre 1945, un millier de membres armés de la tribu Barzani, venus d'Irak, pénétrèrent en Iran, emmenant avec eux des petits fonctionnaires, des professeurs, des déserteurs kurdes irakiens. Ce groupe va en attirer d'autres, jusqu'à constituer une force de 3000 hommes, armés de fusils britanniques pris à l'armée irakienne, de mitrailleuses et de canons.

Toute la province est en rébellion, et les garnisons gouvernementales n'osent plus sortir de leurs casernes. L'Armée rouge, de son côté, arrête les colonnes envoyées à leur secours. Il est clair que Staline pousse les Kurdes d'Iran à instituer leur république. Le 10 décembre, les démocrates s'attaquent à la garnison de Tabriz, et la forcent à se rendre. L'Est de l'Azerbaïdjan passe alors sous un gouvernement qui se dit du peuple azerbaïdjanais.

Qazi Mohamed saisit cette occasion pour proclamer ce qui est déjà un état de fait pour les Kurdes, l'indépendance de Mahabad. La langue kurde devient langue officielle dans l'éducation et dans l'administration. Un gouvernement du peuple kurde est proclamé, le drapeau kurde hissé. L'évènement a lieu en présence des chefs tribaux, des dirigeants du PDK et de trois officiers soviétiques. Un Parlement national de 13 membres est formé. Le 22 janvier 1946, Qazi Mohamed est élu président de la nouvelle république.

Ce gouvernement ne contrôle qu'un territoire restreint, avec les villes de Mahabad, Bokan, Naqadeh, Uchnuieh. On ne réalise pas de réforme agraire, contrairement à ce qui se passe au même moment en Azerbaïdjan, puisqu'on tente de concilier les intérêts des féodaux avec ceux des paysans. Les villages sont gouvernés par leurs anciens propriétaires et les chefs de tribu, avec l'aide d'une gendarmerie locale habillée du costume kurde. Les officiers qui les commandent depuis Mahabad, eux, sont vêtus d'un uniforme soviétique. Cela ferait presque penser à une république de parade. Mais Mahabad va avoir un fort retentissement, pour tous les Kurdes. Au point que Qazi Mohamed aspire à faire de Mahabad le centre culturel pouvant remplacer celui que Suleymanieh était alors. De nombreux journaux sont en effet imprimés à Mahabad, malgré les difficultés matérielles, sur une presse offerte par l'Armée rouge au PDK. Mahabad est bientôt regardé comme un nouveau phare par les Kurdes de Beyrouth, d'Istanbul ou de Bagdad.

En tout cas, tout indique que le régime de Mahabad, pendant l'unique année de son existence, fut empreint d'une liberté nouvelle. Et que le régime fut populaire parmi une population qui, enfin, n'était soumise ni à des exactions ni à une oppression, comme c'était le cas avec le gouvernement central iranien.

Seulement en 1945, à Yalta, les Soviétiques se sont engagés à quitter l'Iran, qui devait revenir aux Anglo-Américains à la fin de la guerre. Ils vont donc abandonner les deux nouvelles républiques, la kurde et celle d'Azerbaïdjan. Ils annoncent leur intention de se retirer. Pour résister au retour prévisible de l'armée iranienne, ils ont promis à Qazi Mohamed une aide et du matériel, mais à l'automne 1946, rien n'est venu. Qazi s'adresse alors aux tribus, en désespoir de cause, pour le défendre. Les tribus refusent.

Le 13 décembre, Qazi fait savoir à l'armée iranienne qu'il est prêt à la laisser revenir pacifiquement. Le général iranien répond qu'il accepte, à condition que les Barzani s'en aillent auparavant. Le 15 décembre 1946, l'armée iranienne entre dans Mahabad, mettant fin à la république kurde. Le premier jour est même festif. Mais deux jours plus tard, des Kurdes sont arrêtés, Qazi et d'autres emprisonnés. Il sera pendu le 31 mars 1947 avec son frère Sadr Qazi et Seif Qazi.

De leur côté, les Barzani sont d'abord passés côté irakien de la frontière. Mais leur commandant Mustafa Barzani se méfie du gouvernement de Bagdad, et il traverse aussi la frontière turque, pour revenir sur le sol iranien. Le shah envoie contre eux 10 000 hommes. Les combats durent trois semaines. Le 18 juin 1947, Barzani, avec l'élite de ses troupes, se retire en se frayant un chemin à travers les montagnes du Kurdistan septentrional, jusqu'en territoire soviétique. Cette retraite des Cinq Cents deviendra une véritable légende pour le mouvement national kurde. En Union soviétique, Mustafa Barzani est reçu avec le droit d'asile. Lui et ses hommes y resteront onze années.

A Mahabad, toute trace de l'expérience démocratique va être effacée : le kurde devient interdit, les livres sont brûlés, et pour se venger des chefs de tribu qui ont laissé faire, onze petits chefs sont exécutés.

LES MANIPULATIONS DU SHAH OPPOSENT KURDES D'IRAK ET D'IRAN

Le 4 février 1949, un attentat a lieu contre le shah à l'université de Téhéran. Le gouvernement en profite pour écraser tous les mouvements démocratiques à travers l'Iran. Au Kurdistan, des centaines de militants et de sympathisants du parti sont arrêtés et condamnés à des années d'emprisonnement.

En 1951, un vent de démocratisation souffle avec l'élection du docteur Mossadegh. Celui-ci a fait campagne pour la nationalisation de l'industrie pétrolière, alors aux mains de l'Anglo-Iranian Oil Company, et qui avait poussé à la répression de 1949. Le Kurdistan soutient Mossadegh. Mais celui-ci sera renversé par un coup d'Etat organisé avec le concours et l'appui de la CIA américaine, le 19 août 1953. L'objectif est évidemment de rétablir un gouvernement pro-impérialiste. La nationalisation du pétrole est annulée. Toutes les organisations démocratiques et nationales sont supprimées, les emprisonnements se comptent par milliers, les exécutions par centaines.

En 1961, a lieu la « révolution blanche » en Iran. Déclenchée par le shah sur l'initiative des Américains, elle vise à lancer un développement capitaliste dans l'ensemble du pays, à ouvrir un marché élargi, tout en constituant une base sociale pour le régime. La bourgeoisie et les classes moyennes vont acquérir une puissance économique importante, la classe ouvrière va également se constituer et se renforcer, mais le pouvoir reste entre les seules mains du shah. Sous son contrôle, l'armée et la police gouvernent le pays. Des milliers de conseillers policiers et militaires américains sont présents. L'objectif est de mettre en place l'armée la plus puissante d'Asie occidentale.

Lorsque la réforme agraire est appliquée, les grands propriétaires disparaissent dans le Kurdistan iranien, mais subsistent les propriétaires moyens, le gouvernement se montrant indulgent dans la région. Le grand changement sera l'apparition d'un nombre d'ouvriers agricoles qui va vite augmenter, dès les années 1970. Avec les paysans sans terres, ils constituent 50% de la population rurale. L'industrialisation capitaliste est en cours en Iran. Entre les deux guerres, elle n'avait pas touché le Kurdistan. Il n'y a donc pas de bourgeoisie industrielle kurde, mais se développent des classes moyennes, liées à l'administration locale. Elles sont le relais du capitalisme au Kurdistan iranien.

Pour les nationalistes Kurdes d'Iran, un souffle d'air reviendra depuis l'Irak, en 1961. Eclate en effet dans le Kurdistan irakien un soulèvement armé contre le pouvoir aux mains du général Kassem et d'un groupe d'officiers nationalistes depuis 1958, proches du Baas, parti de la renaissance arabe et socialiste. Ce soulèvement des Kurdes d'Irak gagne vite la sympathie des Kurdes d'Iran. De l'argent, des vêtements, des munitions achetées aux officiers de l'armée iranienne et des vivres prennent la direction du Kurdistan irakien. C'est le PDK qui organise ce soutien.

Mais à nouveau, on va voir jouer les calculs sordides des Etats : le shah se met à offrir une aide directe à Barzani. Il s'agit bien entendu d'affaiblir le nouveau régime irakien, responsable de la chute du royaume hachémite. Mais ce n'est pas tout : *« il s'agissait, explique Ghassemlou, de faire dépendre le mouvement de Barzani de l'aide iranienne et, au fur et à mesure que le mouvement se renforçait, de l'augmenter de façon que le mouvement kurde ne puisse vivre sans elle. Mais le gouvernement de Téhéran avait un autre objectif qui n'était pas moins important. En aidant Barzani, il cherchait à neutraliser le mouvement kurde en Iran et même à le désolidariser du mouvement kurde en Irak. Quand le shah augmenta son aide, il exigea de Barzani de collaborer avec les autorités iraniennes contre toutes les activités politiques des Kurdes d'Iran ».*

En clair, le shah inonde de moyens Barzani qui connaît bien l'Irak pour aller y combattre, de l'autre côté de la frontière. Et en même temps, le shah d'Iran s'en prend aux activités des Kurdes en Iran même. Barzani apparaît ainsi, qu'il le veuille ou pas, traître à la cause kurde en Iran, puisqu'il accepte le soutien de celui qui les poursuit. Un coin est ainsi enfoncé entre Kurdes d'Iran et Kurdes d'Irak, une méfiance instaurée, sur laquelle on pourra continuer de jouer à l'avenir.

Mais le shah fait bien mieux, ou plutôt pire ; il réussit à obtenir une collaboration directe de Barzani pour réprimer les Kurdes d'Iran. On appelle alors cela une « congélation » de l'activité des Kurdes en Iran. Les militants sont invités, ou forcés, à rester « calmes », à ne pas gêner le gouvernement de Téhéran, pour ne pas perdre le soutien qu'il apporte à Barzani.

Début 1967, la situation devient intenable. Des dirigeants et des militants du PDK qui sont allés combattre en Irak, ne supportent plus la collaboration entre Barzani et le shah ; ils rentrent en Iran. Un centre de soulèvement se forme entre Mahabad, Baneh et Sardacht, un comité révolutionnaire du PDK est formé, pour assumer le commandement du mouvement. Une lutte de guérilla démarre, elle durera 18 mois.

Les jeunes qui la dirigent vont finir encerclés, d'un côté par l'armée iranienne, de l'autre par les forces de Barzani : ils seront décimés. Parmi eux, Charif Zadeh, ingénieur électromécanicien, Abdoulhah Mouîni, étudiant, Mala Avara, prêtre. Soulayman Mouîni, arrêté sur l'ordre de Barzani est exécuté, son corps remis aux autorités iraniennes, qui vont l'exposer dans plusieurs villes du Kurdistan.

Dans les années qui suivent, ce qui reste de la direction du PDK va continuer de considérer le régime du shah comme un allié, alors que le shah tient le peuple kurde pour son ennemi. *« Le régime du shah fournissait du matériel de guerre et des vivres aux Kurdes d'Irak, mais frappait avec brutalité toute action ou revendication kurde en Iran. Des centaines de membres du PDK d'Iran se trouvaient dans les geôles du shah. »*

*

Cet épisode est sans doute l'une des pires tragédies pour le mouvement national kurde. On voit que l'absence d'une vision internationaliste peut amener à la catastrophe. La défense particulière d'une composante d'un peuple est un danger. Seul un mouvement réellement internationaliste, c'est-à-dire faisant passer les intérêts globaux, communs, des plus pauvres et des plus démunis en premier lieu, seul un tel mouvement a des chances de ne pas se faire ainsi diviser et récupérer.

Le mouvement kurde aurait eu besoin d'une unité, par delà les frontières nationales érigées par les impérialismes vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Cela n'était pas impossible, nous l'avons vu avec certains épisodes de solidarité qui ont concerné le Kurdistan iranien envers le Kurdistan irakien. Mais il aurait également fallu aussi un lien avec les autres populations dominées, pas seulement les kurdes. Et ces populations dominées étaient légion : dans chaque pays, la bourgeoisie montante laissait sur le pavé des masses de gens pauvres, parfois même encore plus appauvris que sous les régimes féodaux précédents.

Une attitude internationaliste regroupant tous ces pauvres, de tous les peuples, une politique donc communiste, de classe, ne niant évidemment pas les problèmes nationaux, car ils existent et continueront d'exister, une telle politique ne ferait pas de la question nationale le seul et unique problème, ni le premier ; elle expliquerait au contraire que ce problème naît et renaît du système capitaliste lui-même, que c'est dans un autre cadre qu'il peut être vraiment résolu.

*

Dans les années 1970, en Iran, il n'y a plus aucune trace de démocratie ni de liberté. Organisations politiques d'opposition, syndicats, associations professionnelles ou même religieuses sont interdits. Les membres du Parlement et du Sénat sont nommés par le shah.

« Le Kurdistan, plus qu'aucune autre partie de l'Iran, est militarisé. Toute l'autorité est exercée par les officiers de l'armée, de la police, de la gendarmerie et notamment par les gens de la Savak (la police politique). Un contrôle sévère de tout mouvement de la population est établi. Chaque paysan kurde qui se rend de son village vers un autre doit informer les »

maires des deux villages. Ceux-ci ont, à leur tour, le devoir d'informer la gendarmerie de la visite de tout inconnu. »

Cependant, le Kurdistan iranien est la partie économiquement la plus dynamique de tout le Kurdistan. Dans les années 1970, il se trouve pleinement intégré à l'économie iranienne. Et la société kurde d'Iran a donc considérablement changé.

Sur le plan politique enfin, le parti Toudeh, en fait le Parti communiste d'Iran, a été fondé en 1941. Si dans les années 1945-46 il a clairement défendu le mouvement national des deux grandes minorités iraniennes, en Azerbaïdjan et au Kurdistan, il entretient ensuite une position beaucoup plus floue, tout en reconnaissant un « *droit à l'autodétermination des peuples vivant en Iran* ».

Après 1970, une organisation de guérilla se crée dans les plus grandes villes d'Iran, l'Organisation des combattants moudjahedines du peuple d'Iran ; elle se scinde assez vite en deux, une tendance marxiste et une autre musulmane. En 1971, une autre organisation de guérilla se réclamant du marxisme est fondée au nord de l'Iran, l'Organisation des guérilleros fedayi du peuple.

Quant au PDK d'Iran, dont nous avons vu qu'il était né à Mahabad en 1945, il verra en 1946 la naissance d'une branche en Irak. Mais lui-même avait abandonné son orientation de gauche et était devenu un parti nationaliste aux ordres de Barzani. Dans les années 1970, il parvient à regagner un certain soutien dans la population du Kurdistan. Son programme est une autonomie du Kurdistan iranien dans la cadre d'un Iran démocratique. L'absence totale de liberté politique l'amène à adopter la lutte armée comme moyen d'atteindre ses buts.

LE MOUVEMENT NATIONAL KURDE EN IRAK

Le Kurdistan d'Irak a ceci de différent de celui de Turquie et d'Iran que la région a une grande importance économique, du fait de la présence du pétrole. Le Kurdistan irakien représente 17% du territoire de l'Irak. Arbil (ou Erbil), avec un chiffre estimé à 1,5 million d'habitants, est la capitale politique du Kurdistan irakien actuel ; s'y trouve le Parlement de la région autonome du Kurdistan, ainsi que le Gouvernement régional. La ville de Kirkouk, avec 1 200 000 habitants (chiffre 2008) a failli tomber aux mains de l'Etat islamique en juin 2014, ayant été abandonnée pratiquement sans combat par l'armée irakienne. Ce sont les peshmergas kurdes qui l'ont défendue. Mossoul, extérieur au Kurdistan mais très proche de lui, est entre les mains de l'Etat islamique depuis juin 2014.

Pendant la Première Guerre mondiale, la Grande-Bretagne, pour garder les Arabes dans son camp, a promis au chérif Hussein de La Mecque deux régions de l'Empire ottoman, les deux vilayet de Bassorah et de Bagdad, pour les inclure dans le futur grand Etat arabe... qui ne verra jamais le jour. Mais on note que le vilayet de Mossoul, habité par une majorité de Kurdes, n'est pas revendiqué par La Mecque. Et les Anglais le négligent donc, pendant la guerre. Du coup, un chef kurde local, le cheikh Mahmoud Berezendji lève des troupes et prend en mains la région de Sulaimaniyah. L'armée britannique doit intervenir pour mater ce mouvement. L'officier britannique à Bagdad dira que ces Kurdes « *ne voulaient ni faire retour au gouvernement turc ni être placés sous le contrôle du gouvernement irakien* ». « *Au Kurdistan méridional, dit-il, sur cinq personnes, quatre étaient partisans du plan de cheikh Mahmoud de créer un Kurdistan indépendant* ».

En fait, les Britanniques, qui viennent de découvrir l'importance du pétrole dans la région, ont en tête de favoriser la création d'un Etat sous la domination de son impérialisme, et il n'est donc pas question de laisser des Kurdes avancer sur la voie d'une indépendance qu'ils ne contrôlèrent pas. Leur calcul est de créer de manière absolument artificielle un Etat qui comprendrait à la fois les régions du Kurdistan, de Bagdad et de Bassorah, ce qui donnera l'Irak actuel. Et pour consolider moralement ce nouvel Etat, les Britanniques vont placer à sa tête un « roi arabe », l'émir Fayçal, fils du chérif de La Mecque.

En 1926, Bagdad, sous mandat britannique, promulgue une loi dite des langues locales : les Kurdes d'Irak obtiennent dans quelques régions (Erbil, Sulaimaniyah), des écoles qui enseignent dans leur langue, au niveau du primaire. On tolère l'impression des livres en kurde et des ministres d'origine kurde participeront aux gouvernements de la monarchie.

L'indépendance formelle de l'Irak est déclarée en 1930. Immédiatement, des Kurdes annoncent qu'ils se séparent de l'Irak : c'est Mahmoud Berezendji dans la région de Sulaimaniyah. Il est suivi en 1932 par la région de Barzan. Une fois encore, c'est l'armée britannique qui se charge de rétablir l'ordre, pour conserver l'Irak tel qu'ils l'ont voulu. Quelques années plus tard, les trois pays que nous avons suivis, signent un traité commun dirigé contre les Kurdes : la Turquie, la Perse (Iran) et l'Irak signent le traité de Saadabad le 8 juillet 1937 « *contre la formation ou l'activité de bandes armées, d'associations ou d'organisations visant au renversement d'institutions établies* ».

Enfin, pendant la Seconde Guerre mondiale, Mustafa Barzani se révolte à Barzan. L'armée irakienne doit lui abandonner toute une région dans le département d'Erbil. Il faudra attendre 1945 pour que le Royal Air Force l'oblige à reculer et passer au Kurdistan iranien. C'est là qu'il aidera, on l'a vu, à la constitution de la République de Mahabad.

LA GUERRE DE LIBERATION AU KURDISTAN D'IRAK 1961-1975

Mais l'épisode que les Kurdes d'Irak considèrent comme leur guerre de libération aura lieu dans une période ultérieure. Cette fois, la guerre va durer 14 ans. La guerre, ou bien aussi, les guerres, puisque, si l'on tient compte des cassez le feu et différents accords, ce sont cinq guerres qui vont se suivre entre 1961 et 1975.

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, trois partis politiques de gauche existent en Irak, tous clandestins : le PCI, Parti communiste irakien, qui comprend des Arabes et des Kurdes ; le PDK, Parti démocratique du Kurdistan en Irak, formé de Kurdes ; et le PND, Parti national démocratique, qui rallie la gauche intellectuelle arabe. De fait, le PDK et le PCI sont en concurrence, et recrutent dans les mêmes couches sociales ; le PCI a une section du Kurdistan, et c'est lui qui l'emporte, jusqu'en 1960.

Le 14 juillet 1958, la monarchie hachémite, dont on a vu qu'elle avait été installée par les Britanniques à l'issue de la Première Guerre mondiale, s'effondre. Un coup d'Etat, mené par un officier supérieur, le colonel Abdul Karim Kassem, prend le pouvoir. Kassem se dit de gauche, marxiste, et il a su utiliser le PCI pour réussir son coup. Mais nous verrons très vite que ce langage, très à la mode à cette époque où l'URSS est la seconde grande puissance mondiale, cache un anti communisme profond et un caractère tout simplement dictatorial. Comme bien d'autres, pour tenter de se faire une petite place face aux grandes puissances

impérialistes, Kassem use du langage qui plaît à Moscou. Il a sans doute comme ambition de prendre des distances avec les puissances occidentales auxquelles le royaume était inféodé, mais il n'a en rien l'intention de donner le pouvoir à la population, qu'elle soit arabe ou kurde, d'ailleurs.

N'empêche, ce langage séduit et impressionne les gens de gauche. Même des années après, et nous allons voir que les événements ont largement montré le mensonge et l'hypocrisie de ces individus, un partisan de la cause kurde comme I.C. Vanly (l'un des rédacteurs de *Les Kurdes et le Kurdistan*, qui a été représentant du mouvement kurde d'Irak en Europe), continue de souligner que le coup d'Etat de Kassem a été « *beaucoup plus qu'un coup d'Etat. C'est une révolution.* » En fait, ces nationalistes ne mettent pas le même sens aux mots que nous. Légalistes, ils vont s'enthousiasmer pour tout discours qui fait écho, même de loin, à leurs attentes.

Le pays devenu indépendant, et la révolution de 1958 en finissant avec la monarchie, l'Irak devenu une république se définit comme le pays de « *deux peuples* », arabe et kurde. Mustafa Barzani rentre alors d'URSS. La constitution provisoire promulguée par Kassem dit que « *les Arabes et les Kurdes sont associés dans cette nation, la constitution garantit leurs droits au sein de l'entité irakienne* ». Vanly s'enthousiasme : « *C'est la première fois qu'un Etat comprenant une partie du Kurdistan reconnaît constitutionnellement les "droits nationaux" du peuple kurde. Kassem légalise le PDK, reçoit Mustafa Barzani retour d'URSS en héros et autorise la publication de 14 journaux kurdes (...)* ». Et ce même auteur de poursuivre, sans s'en étonner plus que cela : « *Malheureusement pour les Arabes et pour les Kurdes, ce libéralisme sera de courte durée. Très jaloux de son autorité, Kassem va se transformer en dictateur militaire, tenter de reprendre ce qu'il a lâché et surtout frapper les partis politiques les uns après les autres.* »

Non, Kassem n'a pas changé de nature en quelques semaines ou quelques mois, et un régime ne change pas de nature par jalousie de son autorité. Kassem fait partie de toute une flopée d'hommes forts, de dictateurs plus ou moins sanguinaires qui, dans ces années de décolonisation, vont tout simplement vouloir le pouvoir pour se mettre au service de leur bourgeoisie nationale. La seule différence entre les uns et les autres sera que certains, comme un Nasser, sauront gagner une très forte popularité, ce qui permet une certaine retenue dans l'usage de la répression, lorsqu'il s'agit de faire accepter les changements imposés à tous.

Ces hommes forts nationalistes puisent à deux sources : sur le plan des idées, pour gagner la sympathie des masses, pour gagner aussi la neutralité bienveillante des militants démocrates, ils se disent de gauche, ou même communistes s'il le faut. Il espèrent pour certains gagner également une certaine aide de l'URSS. Pour d'autres, ils usent d'une attitude pro-soviétique simplement pour s'en servir comme levier et gagner plus facilement un peu plus que ce qu'ils pouvaient espérer de la part du camp impérialiste. Les plus roublards vont comprendre qu'ils peuvent même jouer sur les deux tableaux, et chercher à gagner des soutiens de l'URSS dans une situation, puis du côté de l'impérialisme un peu plus tard. La seconde source de leur inspiration, c'est tout simplement ce qu'ils ont vu faire par le monde occidental : un discours donneur de leçons de morale, de droits de l'homme et de démocratie, et une réalité qui est une poigne de fer. Voilà le point commun de Bourguiba à Kassem, en passant par Nasser ou Khadafi.

Pour en revenir à l'Irak et à Kassem, dès le 14 juillet 1959, pour l'anniversaire de son coup d'Etat, il lance une chasse aux communistes du PCI. Après quoi, ce sera au tour des

Kurdes de subir la réalité de cette triste « révolution ». « *Des bandes de féodaux sont armés par le gouvernement notamment à Barzan, contre la famille du chef kurde, mais aussi contre les permanences du PDK. Kassem ne veut pas d'une autonomie kurde, pourtant inscrite, s'étonne encore Vanly, dans le programme du parti* ». Un bombardement du Kurdistan commence en septembre. Mustafa Barzani, président du PDK, décide, en accord avec le bureau politique du parti, d'organiser la défense du peuple kurde : c'est la guerre qui commence.

Pour Vanly, c'est une « révolution » qui va ainsi commencer en 1961. Celle-là vise à obtenir l'autonomie du Kurdistan d'Irak dans le cadre de la nouvelle république. Elle a un « *contenu social avancé* », « *en faveur des classes laborieuses* ». Mais en même temps, explique encore Vanly, elle implique « *pratiquement toutes les classes de la société kurde* ».

Le PDK va créer une véritable armée, l'ARK, Armée révolutionnaire du Kurdistan. Ils sont un millier en 1961, ils seront 50 000 en 1975. « *La révolution étendra son contrôle sur des régions de plus en plus vastes, le territoire libéré sera de 30 000 à 40 000 km²* ». Tout un appareil d'Etat sera mis en place, de l'éducation nationale à la justice et aux finances, en passant par la sûreté nationale et un bureau des renseignements.

Mais là, l'Iran des années 1960 va réitérer l'opération que nous avons vue et qui avait été menée en 1930, lui permettant d'obtenir des gains territoriaux de la part de la Turquie. Et cette fois, le calcul iranien se mène en direction de l'Irak. Ce sont donc cette fois les Kurdes d'Irak qui vont se faire manipuler par un Etat étranger, croyant trouver un allié. En effet, l'Iran va proposer un soutien aux Kurdes d'Irak dans leur guerre contre l'Etat irakien. L'Iran, on l'a dit, ne fait pourtant pas de cadeau aux Kurdes chez lui. Dès le milieu des années 1960, le mouvement national kurde d'Irak a donc reçu une aide de l'Iran. En fait, l'Iran veut affaiblir son puissant voisin, avec lequel il a quelques différends frontaliers. Mais dans le monde des dirigeants bourgeois, y compris nationalistes, on n'a rien sans rien. Et l'Iran, a derrière lui et avec lui, discrètement, les Etats-Unis.

Le but des Américains n'est pas du tout d'aboutir à créer un Etat autonome kurde. Il est d'affaiblir l'Irak, car l'Irak est dans le camp de l'URSS. La direction kurde va ainsi recevoir une aide financière clandestine de Washington, 16 millions de dollars, entre 1972 et 1975. Sauf que l'Iran joue un double jeu. En même temps qu'il fait passer cet argent aux Kurdes, l'Iran contacte discrètement l'Irak et lui fait savoir, dans le dos donc des Kurdes, qu'il cessera de les soutenir si l'Irak accepte de négocier avec lui.

Il faut dire que, roublardise pour roublardise, le kurde Barzani n'est pas en reste. Un rapport de la CIA indique ainsi qu'il ne fait en réalité pas confiance au Shah d'Iran, mais qu'il compte que l'aide américaine ne serait pas brutalement interrompue. Voilà donc dans quoi s'engage le mouvement national kurde en Irak : il accepte une aide calculée, hypocrite et intéressée, sujette à un retournement possible à tout moment, de la part d'un pays voisin. Mais ce n'est qu'un début. Nous verrons qu'une étape plus grave les attend sur ce chemin douteux. Une étape où des Kurdes vont finalement agir contre les intérêts contre des Kurdes d'un autre pays.

Pour l'instant, en Irak, le général Kassem est abattu en février 1963, par un putsch militaire. Ce sont des officiers baasistes de l'armée irakienne qui en sont les auteurs. Ils ont averti les Kurdes de leur coup, en leur promettant la reconnaissance des « *droits du peuple*

kurde ». Le Baas se dit à la fois pour la nation arabe et pour le socialisme. Mais l'évolution des choses va ressembler comme deux gouttes d'eau à ce qu'il en a été avec Kassem.

Les baasistes commencent par éliminer 7000 communistes. Après quoi, fort de cette démonstration, le nouveau président Aref demande une aide militaire à Londres, pour relancer la guerre contre le Kurdistan. La Syrie, également sous un régime baasiste, envoie un corps expéditionnaire aider l'armée irakienne. Mais la guerre s'enlise. Pas moyen de l'emporter vraiment face à la résistance des partisans kurdes. Un cessez-le-feu est conclu en février 1964 avec Barzani. Ce n'est qu'un répit. La guerre reprend un an plus tard, avec une offensive lancée par le président Aref, maintenant promu maréchal. Aref meurt dans un accident d'hélicoptère. Son frère, un autre général, lui succède. Lui va perdre une bataille en juin 1966 : nouveau cessez-le-feu donc.

Enfin, nouveau putsch militaire, en juillet 1968, que les généraux appellent « *révolution du 17 juillet* ». Et là, à côté du président Al-Bakr, apparaît un personnage destiné à marquer l'Irak pour longtemps, un certain Saddam Hussein : il est alors vice-président. Lui aussi est un dirigeant du parti Baas. Il commence par ignorer le Kurdistan, le temps de consolider son régime.

Mais le naturel revient vite au galop : les militaires poussent à la guerre au Kurdistan, et celle-ci reprend en avril 1969. C'est un fiasco, au point que Saddam Hussein s'y rend en personne, pour rencontrer Mustafa Barzani. Il faut dire que le parti Baas avait reconnu la langue kurde, et que le régime avait pris certaines mesures pour faire accepter l'enseignement de la langue kurde, créer une université à Sulaïmanieh, autoriser un hebdomadaire. Des négociations secrètes se tiennent donc.

Le résultat en est un accord littéralement incroyable, dans ce sens qu'on ne peut raisonnablement pas y croire. L'accord du 11 mars 1970 est en effet un vrai manifeste pour la cause kurde. Impossible d'écrire plus ou mieux ! Il reconnaît « *l'existence de la nation kurde* » ; il annonce la création d'une université à Sulaimaniah ; il reconnaît « *les droits linguistiques et culturels de la nation kurde* » ; il prévoit l'enseignement de la langue kurde dans « *les écoles, instituts, universités, écoles normales, l'école militaire et l'école de police* » ; un article indique même que « *le kurde sera enseigné comme seconde langue dans le reste du pays* » ; il reconnaît « *aux citoyens kurdes de droit de célébrer leur fêtes et commémorations traditionnelles* » ; un autre article annonce que « *les frères kurdes seront associés au pouvoir, sans distinction entre un Kurde et un non-Kurde (...) y compris pour les charges importantes comme les fonctions ministérielles et les commandements militaires* ».

Un article, quand même, laisse peser un doute sur cette débauche d'amabilités après neuf années de guerre ; c'est que ce point concerne le pétrole. « *Puisque l'autonomie interne s'insère dans le cadre de la République irakienne, l'exploitation des ressources naturelles de cette région relèvera de l'autorité de la République* ».

Evidemment, ce qui devait arriver arriva. A supposer qu'il y ait eu une once de sincérité côté irakien lors de l'écriture de cet accord, dès qu'il va s'agir de commencer à l'appliquer, toute la société irakienne, tous les pouvoirs, vont freiner des quatre fers, et personne n'acceptera de céder quoi que ce soit aux Kurdes. « *Difficulté majeure, s'étonne encore le très légaliste Vanly, le Baas ne veut pas partager le pouvoir* ». On introduit bien cinq ministres kurdes dans le gouvernement, mais aucun n'a de pouvoir de décision. Le kurde

ne deviendra pas langue officielle, contrairement à ce qui était écrit ; c'est tout juste s'il est langue d'enseignement dans les seules écoles primaires et dans quelques régions.

En 1972, Saddam Hussein signe un traité d'amitié et de coopération avec Moscou. En remerciement, il obtient la fin du soutien du PCI à Barzani. Mais, discrètement, Barzani se rapproche maintenant des Etats-Unis et d'Israël. La politique d'arabisation du Kurdistan, le transfert de force des Kurdes hors de la région pour les remplacer par des Arabes, cette politique continue. On s'en doute, la suite sera tragique : le 9 février 1973, l'armée irakienne bombarde un village dans le Sindjar. Des perquisitions violentes obligent des milliers de Kurdes yézidis à fuir sur les hauteurs. Et sans le dire, mais en la faisant, une guerre larvée reprend contre les Kurdes, avec en prime le premier attentat-suicide connu perpétré au Moyen-Orient, contre Mustafa Barzani. Il en réchappe.

En octobre 1973, c'est la guerre du Kippour. Lancée par surprise par l'Egypte de Sadate et la Syrie d'Hafez el Assad, elle efface en partie l'humiliation arabe de la construction d'Israël, de l'expulsion des Palestiniens, et de la guerre des Six Jours en 1969. Mais Israël réussit à se lancer dans une contre-offensive, grâce au soutien américain, au point de menacer Damas. L'Arabie saoudite, soutenue par l'Opep, réagit alors par un embargo sur le pétrole. C'est le début du fameux choc pétrolier. Le prix du pétrole, qui était vendu pour des clopinettes aux occidentaux depuis des lustres, va soudain être multiplié.

Pour les dirigeants de pays producteurs comme l'Irak, c'est une aubaine. Le pays avait nationalisé son industrie pétrolière l'année précédente, en juin 1972. Les revenus pétroliers vont tripler le revenu national irakien, en quelques années. Or l'essentiel de ce revenu est tiré du pétrole venant du Kurdistan, 70% pour les seuls champs de Kirkouk. Grâce à cet argent, le gouvernement peut lancer des plans de développement dans le pays, mais seul l'Irak arabe en profite. Le Kurdistan, au contraire, va connaître une cinquième guerre, en mars 1974.

Cette fois, on voit des Kurdes installés dans des villes quitter leurs emplois et leurs biens, pour aller prêter main forte à la partie libre du Kurdistan, forte de 1,5 million d'habitants. Ils sont ainsi 100 000, et la plupart n'avait pas pris part aux guerres précédentes. On trouve parmi eux « *un fort contingent représentant l'élite intellectuelle et scientifique de la nation* ». Pour la population, cette guerre va être particulièrement dure. Des dizaines de milliers de villageois fuient les violences militaires ou policières. Du coup, la vallée du Chouman où ils affluent se retrouve surpeuplée. Toute une masse humaine, entre 250 000 et 300 000 personnes, va alors être orientée pour se réfugier en Iran.

Dans cette guerre, Bagdad engage huit divisions de l'armée de terre, 120 000 hommes, 700 à 800 chars, 20 bataillons d'artillerie, et l'ensemble de l'armée de l'air. En face, les peshmergas kurdes sont 50 000. Mais ils cèdent peu de terrain, et ce, grâce à la nature du pays et surtout au soutien de la population.

C'est un gros marchandage international, dans lequel le problème kurde sera traité comme totalement annexe, qui va mettre fin à cette guerre. L'affaire va se régler entre les Etats-Unis, l'URSS, l'Iran, dont on a vu comment et par quels calculs il a soutenu les Kurdes d'Irak, l'Egypte et l'Algérie, lors d'un sommet de l'OPEP. La base du deal est l'abandon par l'Irak de la moitié du Chatt-el-Arab à l'Iran, en échange de quoi l'Iran cessera de soutenir les Kurdes d'Irak.

Un accord est signé entre l'Irak et l'Iran en 1975. Il oblige les Kurdes à cesser leur lutte, puisqu'ils ont pris l'habitude d'être dépendants des fournitures militaires de l'Iran, et que celui-ci les arrête. Du coup, côté Irakien, le gouvernement se sent à l'aise pour se venger des avancées kurdes. Il va procéder à une arabisation des régions kurdes qui se trouvent soit dans les zones pétrolières, soit dans les régions frontalières : Kirkouk, Sindjar, etc. Une centaine de milliers de Kurdes sont déportés vers le sud. Les fonctionnaires kurdes sont transférés dans l'Irak arabe et remplacés par des fonctionnaires arabes. Des villes et des villages sont rebaptisés : Kirkouk devient El-Taamin.

De l'autonomie qui lui avait été accordée, il ne reste plus pour le Kurdistan d'Irak qu'un organe, un Corps exécutif, qui est entièrement nommé par Bagdad. L'armée irakienne est présente partout. Restent des droits culturels. Le bilan est désastreux pour le mouvement national. Et le mouvement va se diviser en trois fractions : le PDK (Parti Démocratique du Kurdistan) "gouvernement provisoire" ; le PDK (Parti Démocratique du Kurdistan) "comité préparatoire", et l'UPK, Union patriotique du Kurdistan.

Les Kurdes et leur combat ont servi de monnaie d'échange. Abandonné par l'Iran, dont il se méfiait cependant, mais aussi par les USA, en qui il avait confiance, Mustafa Barzani dépose les armes. Les Etats-Unis avaient donné au mouvement kurde 16 millions de dollars en 1973 (et l'Iran 72) pour encourager le PDK à continuer la guerre. Barzani part finir ses vieux jours aux Etats-Unis.

Pour les Kurdes d'Irak, qui tenaient depuis des années un territoire imprenable de 30 ou 40 000 km², c'est la panique. Ils sont 180 000 à s'enfuir en Iran ; 200 000 seront déportés dans le sud de l'Irak, où beaucoup vont périr.

Pour le mouvement kurde irakien, cet échec va se traduire sur le plan politique, par un éclatement de son organisation, qui finira par avoir, à son tour, des conséquences catastrophiques. Nous avons vu que, tout au long des années qui parcourent la première moitié du 20^{ème} siècle, un nom de légende domine le mouvement national kurde : Barzani. Barzani est là pour consolider la république de Mahabad. Lorsque celle-ci est anéantie, il en garde une trace vivante grâce à sa retraite jusqu'en URSS. Et il est là, tout au long de la guerre d'Irak, de 1961 à 1975.

Barzani était contesté, y compris dans son propre mouvement. Mais son autorité et son aura était telle que cela ne posait guère de problème. Dès 1964, son secrétaire général, Ibrahim Ahmed le jugeait trop ancien, trop héritier des coutumes tribales et se voulait plus « à gauche ». Il lui reprochait d'avoir accepté la trêve avec Bagdad. En 1965, un autre membre du bureau politique du PDK, Jalal Talabani, avait quitté l'exil iranien et était revenu en Irak avec ses partisans.

Tous deux, Ahmed et Talabani vont se retrouver ensemble, avec le régime irakien, lorsque celui-ci va combattre... le PDK. Fin 1969, ils sont 9000 combattants : leur rôle est de retrouver les cadres clandestins du PDK. Les autres kurdes les appellent les « djash » (bourricot en kurde, ce qui veut bien dire des traîtres). Côté PDK, ce n'était pas beaucoup plus brillant ; il recevait en effet l'aide de l'Iran, et du coup allait collaborer avec l'Iran... contre des membres du PDKI, le Parti démocratique du Kurdistan iranien. Une réconciliation entre barzanistes et talabanistes eut lieu fin des années soixante, mais elle n'effacera pas des traces profondes entre les deux dirigeants, Barzani et Talabani.

Après l'accord de 1975, Jalal Talabani fonde, depuis la Syrie, à Damas, un nouveau parti, l'UPK, Union patriotique du Kurdistan. En Irak, une guérilla se met en place avec les restes du PDK, qui nomme Massoud Barzani, le fils de Mustafa, nouveau président du PDK en 1976. Une nouvelle division est là, la rivalité entre Barzani et Talabani.

LE MOUVEMENT NATIONAL KURDE EN SYRIE

En Syrie, les Kurdes sont également présents, mais pour diverses raisons, cette présence représente une force bien moindre qu'en Turquie, en Iran et en Irak. Pour commencer, les Kurdes de Syrie sont surtout localisés sur deux petites zones séparées l'une de l'autre, à la frontière nord avec la Turquie. En fait, la carte montre que le Kurdistan syrien est une partie, non respectée par la frontière, du Kurdistan Turc d'un côté, du Kurdistan irakien de l'autre. Ensuite, c'est en Syrie que les Kurdes sont les moins nombreux, comparés aux trois autres pays déjà étudiés. Et ils y représentent une assez faible proportion de sa population.

En Syrie, nous allons voir, d'une manière peut-être la plus claire, que l'oppression contre les Kurdes n'est pas un phénomène ancestral, issu d'un Moyen-Âge ténébreux, dont une longue histoire garderait des séquelles qui auraient relancé les sentiments hostiles. La réalité historique est presque à l'inverse de ce que l'on pourrait croire. Le sort des Kurdes, tout au long de l'Empire ottoman, semble assez correct. C'est la montée des nationalismes dans les pays dominés par l'impérialisme, au 20^{ème} siècle, qui va s'accompagner d'une détérioration de plus en plus accentuée.

« *Sous la longue domination ottomane, écrit Mustafa Nazdar (Les Kurdes et le Kurdistan), les rapports entre les deux peuples arabe et kurde étaient de bon voisinage, dans le cadre de l'oumma (communauté des croyants). Lors de l'évacuation de la Syrie par les troupes franco-britanniques en 1946 et l'accession du pays à l'indépendance, les rapports arabo-kurdes étaient sereins* ».

Mais la Syrie indépendante passe entre les mains d'une bourgeoisie arabe d'origine latifundiaire, gagnée à l'idée du panarabisme. Elle ne reconnaît pas aux Kurdes de droits en tant que minorité nationale. Elle se comporte comme l'ensemble des bourgeoisies du monde arabe envers les minorités nationale ou religieuse, qu'il s'agisse des Berbères en Afrique du Nord, des coptes (habitants chrétiens) d'Égypte, des maronites (chrétiens) au Liban, et en Syrie des Druzes (branche des chiites) ou des Alaouites (une autre branche des chiites) également.

Cela dit, les Kurdes de Syrie ne connaissent pas de répression particulière. Dans un certain nombre de villes kurdes, « *les enfants recevaient une instruction publique en arabe seulement, mais les alphabètes kurdes pouvaient circuler librement* ». En 1957, un groupe d'intellectuels, d'ouvriers et de paysans fonde le PDK en Syrie, Parti démocrate kurde, qui reprend l'idée du PDK en Irak. Son programme est de faire reconnaître les Kurdes de Syrie comme un groupe ayant droit à sa culture, et se dit pour la réforme agraire et l'établissement d'un régime démocratique.

Lorsqu'en 1959, la Syrie et l'Égypte s'allient dans la République arabe unie, sous l'égide de Nasser, des responsables du PDK syrien sont arrêtés. L'expérience s'interrompt dès 1961. C'est encore la bourgeoisie latifundiaire qui tient le pouvoir à Damas, en la personne

d'un duo, Qudsi et Azm. Ils vont entamer une véritable oppression nationale contre les Kurdes. Ils les accusent de menées contre l'arabisme, de liens avec les insurgés kurdes qui réclament une autonomie en Irak.

Jusqu'en 1970, le pouvoir est une suite instable de dictatures militaires. Leur attitude envers les Kurdes va se calquer sur celle qu'on a vue en Irak. En 1962, un plan appelé « Ceinture arabe » est mis en place : c'est une copie de l'arabisation qu'on a vue en Irak, avec dispersion de populations kurdes vers le sud de la Syrie, et implantation d'Arabes sur les meilleures terres. Cette politique commence à être appliquée dans la province la plus peuplée de Kurdes, au nord est de la Syrie.

A ce propos, on dispose d'un document intéressant, car il compile tout ce que les nationalistes dominants ont pu inventer comme moyens pour maîtriser une minorité, l'utiliser comme repoussoir et mettre en valeur leur propre domination. C'est le chef de la police politique de cette province de Djazira, qui en est l'auteur, Mohamed Talab Hilal.

Hilal commence par prétendre prouver « scientifiquement » que les Kurdes « *ne constituent pas une nation* ». S'appuyant sur des considérations qu'il prétend anthropologiques, il conclut : « *Voilà ce qu'est le peuple kurde, un peuple qui n'a ni histoire, ni civilisation, ni langue, ni origine ethnique, il n'a que les qualités de la force, de la puissance destructive et de la violence, qualités inhérentes d'ailleurs à toutes les populations montagnardes* ». Et encore : « *les Kurdes vivent de la civilisation et de l'héritage des autres nations. Ils n'ont eu aucune part dans ces civilisations ni dans l'histoire de ces nations* ». Sans s'en rendre compte, ce texte nous dit, par la négative, ce qui, au fond, compose une nation, du point de vue de la bourgeoisie : une histoire, une civilisation, une langue, une origine ethnique communes, et par-dessus tout l'idée, pourtant impossible et aberrante historiquement, qu'une telle nation puisse se distinguer ainsi comme séparée des autres. Car la réalité historique est que toutes les cultures se sont partout et toujours, surtout au niveau de la population, entremêlées et continuent de s'entremêler à un degré ou un autre. Mais cela, la bourgeoisie ne peut l'accepter, elle se doit d'ériger sa frontière, contre toutes les réalités.

Hilal va plus loin. Il propose un plan d'action en 12 points, qui mérite qu'on le détaille, puisqu'il nous donne la panoplie complète des politiques de répression contre les minorités. Il propose d'appliquer aux Kurdes de Djazira : une politique de *batr*, d'ablation, par transfert et dispersion de la population kurde ; une politique de *tadjhîl*, d'obscurantisme, en privant les Kurdes d'instruction, même en langue arabe ; une politique de *jadtwîi*, de famine, en interdisant tous les emplois ; une politique d'extradition, en livrant au gouvernement turc les rescapés des insurrections ; une politique du diviser pour régner, en dressant les Kurdes les uns contre les autres ; une politique de *hizâm*, la ceinture arabe déjà vue ci-dessus ; une politique d'*iskân*, de colonisation par l'implantation d'Arabes « *purs et nationalistes* » ; une politique militaire, par la mise en place de divisions qui devront veiller à la bonne application des décisions ; une politique de « socialisation », avec la mise en place de fermes collectives ; l'interdiction de droits civiques à quiconque ignore la langue arabe ; le transfert des ulémas kurdes au sud, et leur remplacement par des ulémas arabes ; enfin, le 12^{ème} point consiste à « *déclencher une vaste campagne antikurde parmi les Arabes* ».

Privés de papier, les Kurdes ne peuvent ni se marier légalement, ni inscrire leurs enfants à l'école, ni être admis à l'hôpital ; mais ils doivent faire leur service militaire. Sous couvert de soi-disant « socialisme » (celui en provenance du parti Baas) et de réforme agraire, le plan d'expulsion est amorcé, à plusieurs reprises. Mais les paysans kurdes résistent,

refusent de partir. En 1967, leurs terres sont étatisées, en vue de mettre en place des « fermes modèles ». Mais la guerre que lance Israël en juin 1967 et qui fait perdre à la Syrie le plateau du Golan, arrête le projet. Il reprendra en 1975. C'est alors Hafez el-Assad, le père du dictateur actuel, qui gouverne. 7000 familles arabes armées sont implantées, Après quoi El Assad se ravise, en 1976, et décide de laisser les choses en l'état.

LES KURDES DANS L'EX-URSS

Si l'on peut encore parler de Kurdistan dans le cadre de la Syrie, sur le territoire de l'ancienne Union soviétique, la situation est différente. Aucun peuplement n'est rattaché au Kurdistan déjà décrit. Ce sont plutôt des zones de peuplement en formes de poches isolées, assez nombreuses, sur plusieurs des républiques soviétiques de Transcaucasie et d'Asie centrale : en Arménie, en Azerbaïdjan, en Géorgie, au Kazakhstan, en Kirghizie et en Turkménie. Et il est intéressant d'essayer de regarder comment les quelque 280 000 Kurdes qui y sont recensés en 1970 ont pu y vivre.

L'observation est assez surprenante. C'est qu'on trouve en gros, dans les années 1970, deux sortes de situations nettement différentes. D'un côté, en Azerbaïdjan et en Turkménie, il semble que l'on ait assisté à une assimilation assez importante des Kurdes. Dans un cas comme dans l'autre, en effet, les statistiques sont très étonnantes : en Turkménie par exemple, le recensement de 1926 indiquait 22 000 Kurdes. Trente ans plus tard, ils sont 20 000. Et en 1970, ils seraient, toujours selon les chiffres officiels, moins de 3000.

Comme il n'y a pas eu de déportations, et même si on peut penser qu'une partie a choisi de s'assimiler à la population locale, et ne se considère plus elle-même comme kurde, on peut quand même imaginer que rien ou presque, sur le territoire turkmène, ne permette le maintien d'une expression et d'une culture kurde, et que l'administration elle-même n'enregistre des Kurdes que comme des Turkmènes. Et il en est de même en Azerbaïdjan. Ces deux républiques sont celles, selon les chiffres de 1970, où les Kurdes seraient les plus nombreux, sur le territoire de l'URSS.

Ailleurs, on descend nettement sous la barre des 50 000 habitants pour chacune des autres républiques. Or, on trouve dans ces autres républiques une situation très différente, dans les années 1970. De manière qui peut surprendre, on découvre que les Kurdes vivent là quasiment à égalité avec le reste de la population, sans aucune discrimination. Et l'on peut donc affirmer sans aucune exagération que les Kurdes qui vivent en Arménie, en Géorgie, au Kazakhstan et en Kirghizie sont les Kurdes qui ont de loin le plus haut niveau de vie de l'ensemble du monde kurde, dans ces années 1970.

Kendal le décrit ainsi : « *Contrairement à leurs compatriotes du Kurdistan, très défavorisés par rapport aux nations dominantes, les Kurdes soviétiques sont parmi les gens les plus prospères de l'URSS. Travailleurs appliqués, s'adonnant, en plus et en marge du travail collectif des kolkhozes et des sovkhoses, l'élevage de leur propre cheptel ou à l'horticulture, habitant des territoires favorisés par les conditions climatiques, ils jouissent d'une situation privilégiée. Cette prospérité se remarque, dès l'abord, dans la qualité de l'habitat : maisons modernes bâties de pierres de taille ou en briques, équipées très souvent du chauffage central, parfois du téléphone avec, dans un coin de la cour, l'inévitable tandour, four à pain traditionnel, etc. ; et celle des équipements collectifs : villages aux larges rues éclairées, liés aux centres urbains par des routes carrossables, la plupart du temps*

goudronnées, avec eau potable, électricité, téléphone, magasin d'alimentation, CES ou lycée, poste de médecine ou dispensaire, vétérinaire, agronome, "club culturel" regroupant une bibliothèque publique, une salle de projection et quelquefois des installations sportives. »

Concernant la place des Kurdes dans la société, Kendal continue : *« Pour ce qui est du sort des citoyens kurdes en URSS, il convient de noter qu'ils ne font l'objet d'aucune discrimination. Leur situation économique et sociale ne laisse rien à désirer par rapport à celle de leurs collègues des autres nationalités. Même dans une république aussi évoluée que l'Arménie, la proportion relative des intellectuels kurdes est du même ordre que le pourcentage de leurs homologues par rapport à la population arménienne. Ils occupent des postes de grande responsabilité aussi bien dans les instances du parti que dans l'administration. En Arménie, où la communauté kurde représente à peine 1% de la population de la République, le comité central du Parti communiste d'Arménie compte un membre kurde ; il y a des députés kurdes au Soviet suprême et au Soviet des nationalités ; trois kurdes occupent des postes de vice-ministre (transports, économie rurale et justice). »*

Et de conclure : *« La situation est à peu près similaire dans les autres républiques. En dépit de leur petit nombre, les Kurdes parviennent à gravir tous les échelons du pouvoir (par exemple, au Kazakhstan, l'actuel ministre de l'Irrigation est un Kurde, et de nombreux autres Kurdes enseignent dans les universités kazakhes). »*

Sur le plan culturel, on note la fin totale de l'analphabétisme depuis la fin des années 1930, alors qu'au moment de la Révolution d'Octobre 1917, moins de 1% des Kurdes étaient lettrés. La « bataille de l'instruction » a été menée entre 1930 et 1937. En Arménie, en Géorgie et seulement dans une certaine mesure en Azerbaïdjan, on a utilisé pour cela la langue kurde. *« En 1931, la république d'Arménie comptait 27 écoles kurdes et le Technicum pédagogique kurde de Transcaucasie, destiné à former des instituteurs, ouvrait ses portes à Erevan »*. En Azerbaïdjan et en Turkménie, la lutte contre l'analphabétisme fut menée dans la langue officielle de la République, l'azerbaïdjanais et le turkmène. Il n'y a pas de livre en kurde dans ces deux républiques depuis 1938 et jusqu'en 1975 au moins.

L'Arménie devient le centre de la vie culturelle kurde soviétique, mais on n'y publie rien en kurde de 1937 à 1946. La guerre, mais aussi la mise en sommeil de la « politique des nationalités », sont en cause. C'est avec Khrouchtchev qu'on assiste à une remontée de cette préoccupation. Il s'agit de *« réparer les erreurs ou injustices commises sous Staline »*. Dans les années 1970, la langue et la littérature kurdes sont enseignées dans les écoles des villages en Arménie, en Géorgie, au Kazakhstan et en Kirghizie.

En tout, de 1921 à 1960, 238 ouvrages, avec un tirage total de 370 000 exemplaires, ont été publiés en langue kurde dans les républiques soviétiques. C'est très peu, mais c'est bien plus que ce qui existait au départ, et surtout bien plus que la petite dizaine de livres que plusieurs millions de Kurdes ont pu faire paraître en Turquie sur un demi-siècle.

Kendal conclut sur la situation à la fin des années 1970 en disant que *« les Kurdes soviétiques, descendants des exclus, proscrits et parias de la société kurde de jadis, constituent à présent la fraction la plus prospère et la plus instruite du peuple kurde. Le développement économique et culturel n'a nullement entraîné leur "russification" ou la perte de leur identité. »*

Ce qui nous est décrit là, et qui se produit donc dans une partie géographiquement limitée et à un moment également limité, c'est en fait l'idéal de ce que la société bourgeoisie peut atteindre : une égalité de traitement pour la minorité, alliée à un respect pour la culture de celle-ci. Sauf que ce n'est pas à proprement parler un Etat bourgeois qui le réalise. Il aura fallu une révolution socialiste, et son héritage, même dégénéré, pour voir plus ou moins concrétisé ce programme, le plus élémentaire qui soit.

LES KURDES : MODE DE VIE TRIBAL ET SENTIMENT NATIONAL

Dans le passé, les marxistes ont souvent soutenu l'idée que la « nation » pouvait être quelque chose de progressiste, un combat à soutenir. Mais certains ont oublié que cette position est relative. Lorsque nous vivons sous le joug de princes, de ducs et autres qui se partagent les territoires par la guerre et les alliances, s'octroyant les populations en même temps que les terres, alors oui, l'idée de nation est un progrès. Elle est un progrès dans le sens que nous avons déjà évoqué, en unifiant des peuples disséminés, qui d'ailleurs ne se battent pas entre eux, même s'ils peuvent se détester ou simplement se méfier les uns des autres ; ce sont pratiquement toujours les dirigeants de ces peuples qui entreprennent les conflits ouverts. Ou ce sont même des individus qui ne dirigent en rien les populations, et ne font que les considérer comme leur propriété, qui les obligent à subir leurs guerres.

Cette manipulation des populations, quelle que soit leur appartenance culturelle, a été leur lot durant des siècles et des siècles, au long des moyens âges. En Europe, la nouvelle classe bourgeoise va apprendre, au fil de son histoire, à s'appuyer physiquement et idéologiquement sur les frustrations populaires, en premier lieu, l'absence de liberté dans le sens que nous avons développé un peu plus haut (mais que la bourgeoisie va entendre en réalité comme la liberté, essentielle pour elle, de s'enrichir). Classe minoritaire mais économiquement stratégique, la bourgeoisie prend le pouls du peuple, apprend à le caresser dans le sens du poil, utilise sa combativité et son nombre, pour avancer sa cause, au fil de l'histoire de sa propre montée.

Il se trouvera toujours, en France en particulier, une fraction au moins de la bourgeoisie, pour aller très loin sur cette voie, et en exploiter toutes les possibilités. Ce fut le cas lors de la Grande révolution, 1789-1795, mais aussi en 1815, en 1830, en 1848. Sauf qu'en 1848, un évènement incroyable aux yeux de la bourgeoisie va se produire. Pour la première fois, la population dans son ensemble refuse de se laisser gruger par la bourgeoisie. Si dans une première phase, elle a une nouvelle fois accepté de se soulever en soutenant une cause qui semblait commune, elle refuse ensuite de laisser la bourgeoisie seule tirer les marrons du feu. Elle se révolte à un moment donné, sans ordres d'une autre classe, sans le soutien de la bourgeoisie, et elle réclame sa part, son dû, sa présence en tant que telle, par des ouvriers, au gouvernement, pour satisfaire ses revendications propres. Elle prouve alors qu'elle a pris conscience que derrière l'idée tant et tant répétée de « nation », il y a bel et bien des intérêts divergents.

Du coup, à partir de 1848, la bourgeoisie, même puissante et dominatrice à l'échelle du monde, comme l'ont été ou vont l'être la Grande-Bretagne, la France, les Etats-Unis, ne soutiendront plus une cause révolutionnaire sans se méfier absolument du prolétariat. Méfiance qui va devenir hostilité absolue après l'épisode essentiel de la Commune de Paris, où cette fois, un prolétariat assume seul le pouvoir d'une grande ville du monde occidental.

Pour ce qui est des bourgeoisies que nous appelons « compradore », c'est-à-dire appartenant à des économies déjà dominées par les grandes puissances impérialistes, elles n'auront de velléité révolutionnaire que de manière tout à fait réductrice. Financièrement, économiquement et même politiquement et humainement très proches des bourgeoisies dominantes impérialistes, elles n'osent même pas imaginer vivre sans elle et leur présence, leur puissance et leur protection, qui les fascinent. Et pourtant, leurs stricts intérêts de développement économique nécessiteraient une émancipation, un développement hors de cette présence étouffante et contraignante, qui suit les intérêts des grandes puissances.

Du coup, l'on assistera le plus souvent, lorsqu'ils se produiront au 20^{ème} siècle, à des mouvements d'émancipation bien limités, dont l'origine se situera notamment parmi le corps des officiers, des cadres de l'armée, bien plus qu'à l'initiative des partis politiques de la bourgeoisie nationale. Combien de changements ainsi basés sur des coups d'Etat militaires nous seront alors présentés comme des « révolutions ». Bien entendu, ceux qui se lanceront dans cette voie ne manqueront pas de reprendre les grands classiques parmi les discours de la bourgeoisie européenne sur la question nationale.

*

Suivre l'histoire de la lutte du peuple kurde est éprouvant. C'est éprouvant parce que, au fil du déroulement de cette histoire, l'on se dit deux choses à la fois. D'un côté, on assiste à un combat sans cesse renouvelé chez ce peuple, malgré toutes les répressions. Et l'on se dit qu'il est décidément bien difficile à tous ces Etats, ces grandes, ces moyennes ou même ces petites puissances, de parvenir à faire taire, à obliger une population à baisser la tête. Mais d'un autre côté, lorsqu'on voit jusqu'où ces puissances sont capables d'aller, comment elles ont pu manipuler ce peuple, le diviser, l'opposer à lui-même, réussir à ce qu'une fraction aille en guerre même contre une autre, on se dit aussi que, décidément, il n'est vraiment pas facile d'en finir avec cet ordre mondial qui dirige les peuples par le biais des Etats.

Les Kurdes ont été d'échec en échec. Ils ont payé un prix immense au cours des décennies, en particulier depuis un siècle maintenant. Pour quel résultat ? Les rares victoires sont éphémères. Les défaites, elles, sont cataclysmiques, d'une violence et d'une ampleur écrasantes. Cet échec qu'on peut dire global du mouvement national kurde, les auteurs que nous avons utilisés l'ont attribué au retard de la société kurde, et en particulier au mode de vie et à la mentalité tribale, encore largement présente dans les années que nous venons d'étudier.

Pour Chaliand, « *le mouvement kurde en Irak, entre 1958 et 1975, draine encore et reflète les retards de la société kurde. La direction n'a jamais pu, dans sa vision, se hausser au-dessus de sa propre société tout en entraînant les masses, comme sont parvenues à le faire ailleurs des directions révolutionnaires. En plus d'un sévère handicap géopolitique, ce point est crucial et rend compte de la faiblesse majeure du mouvement national kurde : le retard de ses élites, héritage historique qui pèse sur le destin national et perpétue la crise de la société kurde. Le traditionalisme des valeurs, des mentalités et des comportements n'a pas été jusqu'à présent remplacé par une autre conception (...)* ».

Pour lui, les alliances qu'a contractées le mouvement national kurde en Irak, par exemple, ne sont pas en cause ; elles ne sont pas, pour lui, « contre nature ». Chaliand juge que la faiblesse était ailleurs, et que l'armée dont s'est alors dotée le mouvement kurde d'Irak n'a pas su établir un lien avec sa propre population, qui est restée passive. « *Une armée de plus en plus classique voisinait avec une population en grande partie composée de réfugiés passifs. Le poids de la mentalité tribale, des notables, l'enrichissement de nombreux cadres*

militaires, tout contribuait à perpétuer les rapports traditionnels (...) Idéologie révolutionnaire et modernité ont fait défaut à la direction kurde, ce qui n'est peut-être pas sans rapport avec la génération à laquelle appartenait son principal dirigeant ».

C'est sans doute vrai, mais on peut remarquer que la manière dont les Kurdes d'Irak ont accepté l'aide empoisonnée de l'Iran a sans doute à voir tout de même aussi avec ce mode de pensée tribal, et que la pratique des alliances qui commencent alors sont dans le droit fil de celles que passent les tribus.

L'auteur kurde Kendal attribue lui aussi au mode de vie tribal la cause des échecs du mouvement kurde. Il écrit : *« Le tribalisme nous semble avoir été le principal obstacle à la naissance d'une conscience nationale, et même le puissant empire de la religion sur la population kurde n'en est que le corollaire. Ce même phénomène est, d'après nous, largement responsable de l'échec de presque toutes les révoltes et insurrections visant à la création d'un Etat kurde indépendant et unifié, qui éclatèrent au Kurdistan dès le début du 19^{ème} siècle et qui finirent par s'effondrer à cause des trahisons, des renversements d'alliances, des divisions du front kurde et de l'idéologie tribale ».*

« Les tribus montagnardes, écrit Kendal, entretiennent peu d'échanges avec le monde extérieur et vivent isolées au milieu de la nature et en symbiose avec elle (...) Dans le système des valeurs de l'organisation tribale, le "moi" est quasi inexistant : c'est le "nous" (la tribu) qui prédomine. L'individu se rapporte au référentiel de sa tribu, il ne se détermine qu'en fonction d'elle. Il est d'abord membre de telle tribu, puis musulman, yézidi ou chrétien, et seulement après kurde, etc. N'importe quelle (autre) tribu, fût-ce de la même religion et de la même nationalité, est inférieure à sa tribu, et ses membres, nécessairement moins intrépides, sont des adversaires, voir des ennemis potentiels. En tant qu'organisation sociale, la tribu est déjà un proto-Etat assurant les fonctions de production et de sa gestion, de l'ordre interne et de la sécurité extérieure. Le chef de tribu, qui cumule souvent en même temps le rôle de chef religieux, incarne l'exécutif et ses ordres ont force de loi (...) Ce dernier constitue un écran entre (la tribu) et le monde extérieur. Il ne faut pas compter faire participer des membres d'une tribu à une action quelconque sans l'assentiment et la directive des chefs de tribu » (Les Kurdes et le Kurdistan).

Dans son dernier ouvrage *La question kurde à l'heure de Daech (2015)*, Gérard Chaliand revient encore sur le mode de vie tribal pour expliquer son influence sur le comportement et les choix politiques dans le mouvement national kurde, et pour expliquer ses défaites, jusqu'à aujourd'hui.

A propos de la période 1975-1979, qui voit se creuser l'opposition entre barzanistes et talabanistes, il écrit : *« Une fois de plus, les querelles intestines minaient le mouvement kurde qui traversait une dure période d'isolement. On ne peut nier que l'organisation tribale, clanique et/ou familiale soit étrangère à ces comportements. Naguère, la défense de l'honneur du groupe, y compris par le truchement de la vengeance, occupait une place centrale. Certes, des modifications, des transformations, notamment à travers l'urbanisation, se faisaient jour, mais les mentalités, surtout chez ceux qui n'avaient pas longtemps séjourné dans des sociétés autres, sont lentes à se transformer. L'ancrage familial, au sens large ou tribal au sein du groupe solidaire, reste fondamental. Ceci, en Orient, ne concerne pas que les Kurdes, mais on conçoit aisément que ce type de lien puisse être particulièrement fort chez des montagnards ou des bédouins.*

« Les conceptions nouvelles véhiculées par l'Europe, d'abord, puis par les Etats-Unis sont souvent restées de l'ordre des déclarations ou des programmes. L'idée d'Etat-nation elle-même, si elle est intégrée, par exemple en Turquie après des décennies de kémalisme, n'est pas le référent majeur de la plupart des Etats du Proche-Orient, où l'identité se décline (sauf chez les Persans, dans une certaine mesure, et en Egypte) d'abord par le référent religieux (...) Difficile de ne pas devoir diriger soit en manipulant, soit le plus souvent en imposant, y compris par la constitution de clientèle liée au pouvoir par la fonction, le salaire ou d'autres avantages. L'intérêt proprement national n'est pas le souci majeur des élites, ceci dit pour rester mesuré ».

Et à propos de la rivalité entre UPK et PDK dans le Kurdistan irakien qui va les opposer dans les années 1990, Chaliand ajoute : *« La culture partisane demeure très ancrée dans la mentalité kurde, ne donnant que peu de chance aux institutions de s'implanter démocratiquement. Chaque famille reste traditionnellement proche de tel ou tel parti et les nouvelles nominations se faisaient (et se font encore) exclusivement en fonction de ceux-ci. Chaque parti disposait de sa propre milice et, lors de la création d'une armée régulière, chaque officier était secondé par un autre du parti opposé... Cette institution indispensable en ressortit totalement paralysée. »*

On peut accepter cette explication. Elle revient à dire que le retard de la société kurde explique au fond sa faiblesse face aux montées des autres nationalismes. Mais cela veut dire, à ce moment-là, que la solution nationale n'en est pas une pour tout le monde. Il y aurait les peuples assez évolués et les autres ! Et les plus évolués seraient ceux qui s'orientent le plus vite vers une société bourgeoise, à l'occidentale !

Eh bien, cette manière de voir n'est pas la nôtre. L'inégalité des forces et des développements est le résultat de toute l'histoire, et elle s'est sans doute encore aggravée avec le développement du capitalisme. Si la solution nationale n'est bonne que pour les premiers, c'est qu'elle est en réalité une partie intégrante du système capitaliste.

*

Les intellectuels bourgeois nous ont toujours présenté le sentiment national comme une évidence, une pure traduction de ce que ressentirait naturellement une population. Mais est-ce bien vrai ? Certes, il existe bien quelque chose qui anime profondément la population, des sentiments, des aspirations qui la font se mettre en mouvement, se battre pour que ces aspirations se concrétisent. L'histoire le montre largement. L'histoire des Kurdes peut-être plus encore. Mais ces sentiments, ces aspirations, sont-elles les mêmes pour tous au sein de cette population ?

Sans doute, des intellectuels kurdes ont-ils eu depuis les débuts du 20^{ème} siècle et ont encore pour sentiment une sorte de fierté d'être une nation, un groupe humain particulier. Et sans doute aussi aspirent-ils à disposer, comme les nations bourgeoises existantes, de tout ce qui fait une nation bourgeoise, à commencer par un territoire indépendant. Sans doute enfin, parmi les aspirations de ces intellectuels, y a-t-il le souhait de jouer le rôle de cadres potentiels, le rôle de leaders, de décideurs, de bâtisseurs, pour une société qui serait la leur.

Mais à la base, pour le peuple lui-même, s'agit-il de cela ? Nous ne le croyons pas. A la base, dans la population la plus simple, ce sont des sentiments plus essentiels qui entrent en jeu. L'intellectuel dispose d'une certaine formation et c'est cette formation qui le prépare à pouvoir jouer ce rôle de cadre, de dirigeant. Mais un simple travailleur agricole ou citadin, un

simple employé ou un petit commerçant ne voit pas les choses ainsi, il n'aspire pas à jouer un rôle dirigeant. Il n'imagine d'ailleurs même pas ou bien mal en quoi cela peut consister, ou même que cela existe. Non, le simple travailleur aspire à quelque chose de plus simple, de plus essentiel, à quelque chose qu'il n'a pas : de la dignité, du respect envers soi-même et un respect des autres envers soi ; et pour tout cela, il faut un minimum de liberté, la liberté de disposer de son corps, de pouvoir le nourrir sans crainte, de pouvoir travailler, de pouvoir produire avec un sens social, pour les autres, et pour que tout ceci ne soit pas galvaudé, la liberté de pouvoir vivre en paix à côté des autres.

Voilà ce dont ne dispose pas ou pas de manière pleine et entière, épanouie, le travailleur. C'est pour cela qu'il rallie l'idée de nation, qu'il suit avec d'autres un sentiment et un mouvement national, qu'il va s'engager et combattre pour lui, risquer sa vie et celle de ses proches, et même la donner. Les cadres, les aspirants bourgeois vont instinctivement chercher à capter cette aspiration à une dignité personnelle, presque individuelle, et ils vont la présenter, au service de leur cause, comme un élément du sentiment national. Alors que c'est un sentiment au contraire tout à fait international.

Les deux sentiments sont différents. L'un mène à une organisation bourgeoise, nationale, fermée sur une nation en confrontation avec les autres, une construction en concurrence avec les autres, donc avec aussi les possibilités de conflits et de guerres. L'autre, le peuple aspire à la paix avec les autres, et s'il le faut à un partage des richesses qui existent, de manière à assurer cette paix. L'un aspire à la construction d'un Etat de plus en plus sophistiqué et dont il sera l'un des artisans, avec une hiérarchie dans laquelle il aspire en outre à grimper, en tirant gloire et orgueil ; l'autre aspire en une condition humaine bien plus simple, proche des autres et sur le mode au contraire de l'égalité. L'un aspire à dominer tout en étant admiré, l'autre aspire à un mode de vie qui le protège par sa simplicité. Mais le premier va lui faire croire qu'il détient la solution en lui imposant tout un appareil étatique.

En Occident, en particulier, nous avons oublié, totalement effacé des mémoires, de ce qui se transmet entre êtres humains, les caractéristiques qui pouvaient provenir de notre vie ancestrale sans Etat : absence de chef au sens dominateur et supérieur du terme ; existence de chefs maintenus au contraire en état de dépendance vis-à-vis du plus grand nombre ; vie basée sur le partage ; notion de propriété privée cantonnée à ce qui est personnel et privé ; supériorité du souci de la collectivité ; décisions prises en recherchant un consensus de tous et non une majorité relative ; rejet de l'idée d'une administration séparée, d'une police séparée, d'une armée séparée ; les problèmes se règlent par la réaction attendue de chacun et de tous, de manière socialement ouverte.

Mais au Kurdistan, tous les auteurs le soulignent, le retard du développement économique a maintenu peut-être plus longtemps qu'ailleurs un mode de vie ancien, ce mode de vie qu'on a qualifié de tribal. Ce n'est certes plus du tout un mode de vie sans Etat, mais c'est un mode de vie qui a probablement moins effacé certaines de ses qualités originelles. C'est en tout cas un mode de vie qui n'a pas eu le temps et la force d'ancrer au fond des crânes que le mode de vie occidental, basé sur une police de plus en plus lourde et présente, une administration de plus en plus contraignante, est le seul qui puisse convenir à homo sapiens, et qu'il n'en est pas d'autre.

Selon les différents pays du Kurdistan, le mode de vie tribal s'est plus ou moins désintégré. Mais il est encore dans les mémoires. Et ce souvenir a persisté aussi du fait même

de la condition de réprouvé imposée aux Kurdes, qui ont voulu en réaction maintenir les héritages du passé, une part de sa culture.

Ce mode de vie tribal est arriéré, nous dira-t-on. Au nom du modernisme, il a été et il est encore dénoncé, critiqué, combattu. Mais il contient une caractéristique qui nous intéresse particulièrement, c'est qu'il va à l'encontre d'une omniprésence de l'Etat. Lorsque les Kurdes entrent en rébellion un nombre incalculable de fois, c'est bien contre l'Etat. L'autoritarisme qu'il ressent et qu'il rejette, le mépris qu'il en subit, ce sont typiquement des attitudes de l'Etat envers ses citoyens.

Seulement voilà, la réalité d'une oppression nationale est là aussi, indubitable, indiscutable. Celui qui vient le réprimer, qui va lui cracher dessus, injurier sa femme, ajoute à cette répression la caractéristique nationale : il s'affiche comme Turc, ou Persan, ou Arabe. Et cet Arabe, ce Turc, ce Persan, use de mots qui disent, non pas le mépris de l'Etat envers son citoyen, mais le mépris d'une autre nation envers des Kurdes.

Des intellectuels, qui existent dans la société kurde comme dans toutes les sociétés, pourraient tout à fait éclairer la population sur ce mélange des genres. Ils pourraient expliquer à la population kurde que certes, un Arabe vient de l'injurier en lui disant qu'il n'est qu'un sale kurde des montagnes, mais que ce langage est au service d'une classe particulière parmi les Arabes. Que ce même Arabe a un mépris analogue à celui qu'il vient de subir, envers les travailleurs arabes, ailleurs. Et que seul change l'argument utilisé : sale Kurde dans un cas, sale pauvre dans un autre.

Oui mais, où sont les intellectuels qui font ce travail là ? La plupart se sont contentés de copier l'attitude, la manière de voir des intellectuels des autres nations bourgeoises, donc de contribuer à tromper leur propre peuple. Et un Chaliand, tout dévoué à la cause kurde soit-il, ne fait pas beaucoup mieux. Il a de toute évidence pour modèle idéal l'Etat-nation occidental.

Un autre langage serait possible. Il serait possible de proposer un pouvoir qui ne soit plus celui du chef de tribu, de la famille. Mais au lieu de le remplacer par cet Etat des pays occidentaux, on peut directement proposer l'Etat innové par la Commune de Paris. Et qui est d'ailleurs, probablement, bien plus proche des aspirations kurdes populaires que l'Etat français ou britannique. Oui nous sommes pour un Etat aux mains de nos semblables, un Etat où les gens nous soient proches, non par la famille, mais par le mode de vie, donc avec des postes rétribués modestement, au niveau d'un ouvrier qualifié, et pas au-delà. Et pour contrôler cet Etat, plutôt que de devoir garder uniquement pour représentants des gens de notre famille, nous pouvons prendre pour règle que nous choisissons des gens qui se dévouent aux projets que nous souhaitons, avec comme garantie la possibilité, puisqu'ils ne sont pas de la famille et que nous n'avons plus le canal familial pour influencer sur eux, qu'ils soient tout simplement révocables à tout moment.

En réalité, une fois qu'il existe, l'Etat national nous oblige à agir alors que nous n'avons de toute évidence pas un intérêt commun. Toute la vie politique nous le dit, matin, midi et soir : les avis s'opposent, divergent, partout et pour tout. On nous ment en nous disant que c'est l'expression de la démocratie. C'est l'indice d'une division sociale profonde, c'est le signe de l'existence dans la société d'intérêts profondément et durablement divergents, ou opposés. L'Etat sert finalement à masquer les fossés au sein d'une population qu'on oblige à

vivre ensemble. Derrière sa prétention à nous réunir, il nous oblige et à vivre ensemble, et à accepter les injustices de ses règles de vie.

La peur essentielle, viscérale, du capitalisme, on le voit aussi à certains moments de l'histoire du peuple kurde, plus que de perdre son influence et sa domination sur une zone, c'est de laisser une population s'émanciper de l'Etat, ne serait-ce que de manière provisoire, locale, momentanée, c'est de la laisser vivre sans son autorité et ses appareils policier et militaire, donc plus librement, plus démocratiquement, et faire l'expérience que la vie est possible sans l'Etat et qu'il n'est pas obligatoire. Eh bien, c'est à cette expérience que nous voulons parvenir, c'est elle que nous pouvons proposer aux peuples de la planète, dans le cadre de leurs luttes.